



Lettre 44 – Novembre 2022

Nous avons des nouvelles de ces cercles de silence : Aix-en-Provence, Armentières, Bienne, Bordeaux, Castres, Cergy-Pontoise, Étampes, Genève, Le Havre, Lyon, Macon, Mantes, Maubeuge, Nantes, Niort, Pau, Pézenas, Rennes, Rouen, Versailles, Strasbourg, Villefranche en Beaujolais, Wissembourg.

Ces 23 cercles se sont manifestés – on se sent moins seul ! ...Mais sur combien de cercles ? 50 (ceux à qui j'adresse la lettre)? 80 ? 120 ? Où en sommes-nous ?

Merci de se signaler : cela permet d'établir des liens entre les cercles de silence et d'assurer une information directe sur les cercles de silence dans la lettre bimensuelle. Lettre qui devient d'autant plus utile pour les personnes qui n'assistent pas aux cercles de silence.

Cependant Nantes nous annonce la fin de son cercle faute de coordinateur. Plusieurs cercles se posent la question de savoir s'il perdurent ou non. Est-ce parce que les coordinateurs vieillissent, et ne trouvent pas de remplaçants ? Ce serait une histoire de génération, puisque les cercles sont actifs depuis plus de 10 voire 15 ans ? Il est vrai que sur les photographies des cercles qui me parviennent, les participants sont plutôt âgés ! Ou parce que les informations sur les migrants sont très peu diffusées sur les réseaux et dans les médias ?

La question alors se pose en ce qui concerne cette lettre bimensuelle. Elle a pour but d'informer sur les migrants, en partant des cercles de silence, mais en se diffusant bien au-delà – dans la mesure où on dispose des courriels. Faut-il continuer ou non ? Qui assurera sa diffusion ? Actuellement cela se fait principalement par les cercles de silence. Mais s'ils s'arrêtent, comment informer sur le sujet, des personnes qui aimeraient savoir ce qu'il en est des migrants en France, en Europe et de par le monde ?

Michel Girard

CERCLES DE SILENCE	3
Armentières	3
Étampes	3
Nantes.....	4
Villefranche en Beaujolais	4
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	4
Guyane	4
France.....	5
Radiographie sur le travail des immigrés en France	5
Projet de loi relatif à l'asile et à l'immigration	5
Déconstruire les idées fausses	7
Lettre ouverte relative à la concertation précédant le projet de loi.....	7
Angers	8
Caen	8
Callac	8
Grenoble.....	8

Lyon.....	9
Marseille.....	9
Orne.....	10
Paris.....	10
Rennes.....	10
La Réunion.....	11
Sablé-sur-Sarthe.....	12
Saint-Etienne.....	12
Strasbourg.....	13
Toulouse.....	14
MANCHE.....	14
Frontex surveille la Manche – France – Royaume Uni.....	15
MÉDITERRANÉE.....	16
Où débarquer les rescapés de la méditerranée ?.....	16
Geo Barents.....	17
Le Humanity 1 (ancien Sea Watch 4).....	18
Ocean Viking.....	18
Rise Above.....	19
UNION EUROPÉENNE.....	19
Frontex.....	19
Les mineurs isolés et la drogue.....	20
Les pays européens prennent conscience du manque de main-d'œuvre nationale.....	20
"La politique migratoire européenne est à la fois frileuse et lâche, voire criminelle".....	21
Les Emigrés de l’Ocean Viking.....	22
Un appel pour les rescapés bloqués en mer.....	22
Emigrés débarquant en Italie.....	22
Que risque l'Italie en n'autorisant pas le débarquement de migrants rescapés en mer ?.....	23
L’Ocean Viking fait cap vers la France.....	24
Diverses réactions de la classe politique :.....	24
Allemagne.....	27
Bulgarie.....	27
Chypre.....	28
Croatie.....	29
Espagne.....	29
Grèce.....	30
Italie.....	31
Pologne.....	33
Roumanie.....	34
Suède.....	35

ONU – Organisation internationale pour les migrants.....	35
Drame de Melilla	35
Migrants libérés de centres de détention libyens	35
Immigration: l'obsession des politiques	36
EUROPE.....	36
Royaume-Uni.....	36
Serbie	40
Suisse	41
ASIE.....	42
Liban	42
AFRIQUE.....	42
Libye	42
Malawi	42
Maroc	43
Tunisie	43
AMERIQUE.....	45
Canada.....	45
Venezuela	45
A VOIR – A LIRE - <i>Témoignage</i>	47

CERCLES DE SILENCE

ARMENTIERES

Après avoir démarré en mai 2010, le cercle ne fonctionne plus depuis octobre 2021 pour plusieurs raisons. 1) Un nombre de participants qui se réduisait de mois en mois. Nous étions une dizaine pour les derniers. 2) Un **changement dans la forme d'engagement**. En effet nous avons créé en Mars 2016 une association d'hébergement de demandeur d'asile en famille d'accueil sur le modèle de JRS sous le nom de TRAAM : Tissage Réseau Armentierois Accueil Migrants. Nous sommes plusieurs membres du cercle à être impliqué dans le Conseil d'Administration de l'association depuis son démarrage. Nous gardons comme objectif la sensibilisation de l'opinion publique locale aux réalités des migrations, comme des soirées débats(avec Damien Careme, ancien maire de Grande Synthe en mars dernier).

ÉTAMPES



Cercle de silence d'étampes

La mairie d'Etampes a fait paraître sur son site : « Le cercle du silence à nouveau réuni » : Depuis 2008, une dizaine de personnes se réunissent en silence une fois par mois place de l'hôtel-de-Ville et des Droits de l'Homme chaque dernier samedi du mois . « *Nous sommes présents pour protester contre la façon indigne sont traités les étrangers en France (arrestations, rétentions et expulsions musclées, nébuleuses juridiques...) »* ».

NANTES

Le cercle de silence de Nantes s'est réuni pour la dernière fois en juin 2020. Depuis, **faute de coordinateur**, il n'a pas repris. L'actualité locale ne manque pourtant pas avec la perspective de l'ouverture prochaine d'un CRA à Nantes. « *Je continue à être preneuse des informations, au cas où la démarche serait reprise quelqu'un. Cordialement et courage à ceux qui continuent.* »

VILLEFRANCHE EN BEAUJOLAIS

Nos 12 associations se sont réunies en septembre 2022, pour décider, au vu des participations "en baisse" depuis quelques mois, si nous devons continuer à nous manifester. A la majorité, nous avons décidé qu'il fallait continuer à "**rester visibles**" en dehors de nos actions quotidiennes, et **en groupe**, et donc reprendre notre cercle en mobilisant un peu plus nos membres. Le 29 octobre 2022, nous avons commencé à trois ! ...mais peu à peu d'autres nous ont rejoints, pour finir à 12 (plus quelques "passages") Ce n'est pas la foule, mais d'après les comptes rendus de certains cercles, on n'a pas trop à se plaindre ! Et pourtant, avec l'actualité des lois, les faits divers et leurs honteuses exploitations politiques, il est INDISPENSABLE de faire entendre notre avis, fût-il silencieux ! Donc essayons de nous remuer pour une fois par mois au moins montrer notre détermination.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

GUYANE

Les personnes enfermées au centre de rétention administrative de Guyane souhaitent s'adresser au public à l'extérieur pour que leur « arme du désespoir » soit entendue : « *Nos revendications sont les suivantes :*

- *Nous dénonçons nos conditions d'enfermement : ici la nourriture n'est pas bonne et la santé des personnes se dégradent de jour en jour. Certaines personnes ont de la fièvre, d'autres maigrissent à vue d'œil. En plus, les policiers n'acceptent pas que notre famille nous amène à manger depuis l'extérieur. La zone de vie est sale et certaines pièces sentent très mauvais. Nous vivons une situation qui n'est pas bonne pour nous. Nous accumulons beaucoup de stress en pensant à notre futur, notre travail, notre famille.*
- *Nous dénonçons le système de la rétention : nous sommes enfermés pendant 28 jours et prolongé encore 28 jours et à chaque fois les tribunaux refusent de nous relâcher. Certains de nos compatriotes sont enfermés ici depuis deux mois et d'autres sont déjà passés six fois devant le juge. Il n'y a plus rien à faire pour nous. Pourquoi les juges ne nous libèrent pas alors qu'en fait tout le monde sait ici qu'il n'y a pas d'avion pour nous expulser ? Si la préfecture prend la décision de nous enfermer ici et si elle n'arrive à nous expulser, alors il faut qu'elle nous laisse partir. Pourquoi nous laisser souffrir ici ?*
- *Nous demandons notre libération : nous aimerions que l'on nous libère pour pouvoir continuer notre vie. Nous n'avons commis aucun crime et c'est seulement parce que l'on n'a pas de papiers que l'on nous laisse souffrir ici. Pour ceux qui ont une famille dehors : qui va se charger de la nourrir ? Pour ceux qui ont de graves problèmes médicaux : qui a de l'intérêt pour nous ? Nous avons arrêté de manger car nous voulons sortir d'ici.*

<https://www.lacimade.org/greve-de-la-faim-au-cra-de-guyane/>

FRANCE

RADIOGRAPHIE SUR LE TRAVAIL DES IMMIGRES EN FRANCE

Une étude statistique de l'Insee (l'Institut national de la statistique et des études économiques) a établi une radiographie de cette main d'œuvre d'origine étrangère. Ces salariés occupent massivement des emplois peu qualifiés qui se caractérisent par des conditions de travail plus contraignantes que la moyenne en termes d'efforts physiques, de tâches répétitives ou des horaires décalés. Des emplois pourtant indispensables au bon fonctionnement de la société et pour lesquels les employeurs sont confrontés à des difficultés de recrutement relève l'institut de la statistique. *" Quand on regarde les emplois dans lesquels la part d'immigrés est importante, on voit des emplois comme les aides à domicile ou les ménagères, les ouvriers du bâtiment aussi... En Ile-de-France, un cuisinier sur deux est immigré".*

C'est la France qui se lève tôt. Certains ont même été en première ligne lors de la crise sanitaire provoquée par le Covid, période pendant laquelle **76% des agents de propreté** étaient immigrés. Des actifs qui se concentrent aussi en Ile-de-France, où ils représentent un peu plus de **20% de la population**, soit deux fois plus que dans le reste de la France métropolitaine. Une main d'œuvre qui se concentre surtout **Seine-Saint-Denis**, département le plus pauvre de la métropole. Près **d'un tiers de la population y vit en dessous du seuil de pauvreté**. Enfin, pour la moitié, ces actifs sont originaires du continent africain : de l'Afrique de l'Ouest et centrale, de l'Algérie ou du Maroc.

Si cette main d'œuvre est sous représentée dans les professions intermédiaires et supérieures, il ne s'agit pas nécessairement d'une question de compétences, selon l'Insee. *"On a analysé le niveau de diplôme des actifs immigrés, et on a comparé les générations entre elles et globalement on voit que les générations les plus jeunes sont plus diplômées que les moins jeunes. Une personne qui dispose d'un diplôme de niveau bac + 5 par exemple peut se retrouver sur un emploi d'ouvrier ou d'employé. Ce phénomène de **déclassement** est plus prononcé chez les personnes qui sont d'origine immigrée".* L'obligation de disposer d'un diplôme européen ou reconnu par l'Etat pour exercer certaines professions, notamment médicales peut par exemple être un handicap. En Ile-de-France, près de 40 000 travailleurs immigrés détenteurs d'un diplôme attestant **d'au moins cinq années d'études supérieures occupent un emploi d'ouvrier ou d'employé**. Et seuls 56% des immigrés détenteurs d'une licence accèdent aux professions intermédiaires ou supérieures. Pour les non-immigrés, ce taux est de 80%.

PROJET DE LOI RELATIF A L'ASILE ET A L'IMMIGRATION

Le ministre de l'Intérieur français a exposé, mercredi 2 novembre 2022, sa vision de la politique migratoire en France. Il a dévoilé, aux côtés du ministre du Travail, les grandes lignes d'un projet de loi attendu sur l'asile et l'immigration, vantant à la fois un durcissement sur les expulsions et une main tendue pour les travailleurs immigrés. *"Si je devais résumer, je dirais qu'on doit désormais être méchant avec les méchants et gentil avec les gentils."*

Les immigrés menacés d'expulsion au "fichier des personnes recherchées"

La loi, prévue au premier semestre 2023, doit en premier lieu introduire une série de mesures pour rendre les "obligations de quitter le territoire français" (OQTF) plus efficaces - sujet qui occupe le débat public depuis le meurtre d'une jeune fille de 12 ans, Lola, tuée mi-octobre par une ressortissante algérienne sous le coup d'une OQTF. *"Nous allons désormais inscrire toutes les OQTF au fichier des personnes recherchées "*. Ce Fichier est utilisé notamment par les gendarmes, policiers

et agents des douanes, pour rechercher, surveiller ou contrôler certaines personnes. *"Il ne s'agit pas de rétablir le délit de séjour irrégulier, mais de pouvoir constater que la personne repart (...) et ainsi de compter tous les départs d'étrangers."* Cette méthode aurait donc pour but de garder un œil plus attentif sur les renvois effectifs. La France délivre environ 120 000 OQTF par an mais en exécute moins de 10%. *"Il y a près de 50% des OQTF qui font l'objet de recours qui les suspendent"*, a défendu le ministre, réaffirmant vouloir *"fortement simplifier les procédures"* en passant *"de douze à quatre catégories de recours"* possibles.

Le ministre de l'Intérieur veut également mettre fin aux *"réserves d'ordre public"* qui *"empêchent d'éloigner des personnes arrivées avant 13 ans"* en France qui nous empêchent d'éloigner certains étrangers délinquants. Nous rendrons la vie impossible aux étrangers irréguliers sous OQTF, par exemple en s'assurant qu'ils ne bénéficient plus de prestations ou de logements sociaux.

Réformes en matière d'asile

Le projet de loi prévoit également plusieurs réformes en matière d'asile, dont la généralisation du **juge unique** à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), où une formation collégiale ne se réunira plus que pour *"des cas très difficiles"*. *"La possibilité d'organiser des audiences en vidéo sera généralisée"*. S'il n'y a pas d'appel contre le rejet d'une demande d'asile par l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides), celui-ci *"vaudra OQTF avec possibilité de recours sous quinze jours"*.

Fin de l'interdiction de travailler pendant les six premiers mois pour un demandeur d'asile

Le gouvernement a annoncé vouloir faciliter l'insertion professionnelle des travailleurs immigrés, a indiqué le ministre du Travail. *"Et il y a des progrès à faire puisqu'au premier semestre, lorsque le taux de chômage était à 7,5%, celui des travailleurs immigrés était à 13%. Il faut que le travail redevienne un facteur d'intégration et d'émancipation"*. Pour ce faire, le ministre du Travail veut par exemple **mettre fin** - sous conditions - **au délai** de carence **qui empêche les demandeurs d'asile de travailler** pendant leurs six premiers mois en France. Une situation qui est régulièrement perçue comme une contrainte pour les migrants, qui doivent dans ce laps de temps survivre avec l'ADA (allocation pour demandeurs d'asile).

Création d'un titre de séjour "métier en tension"

Le ministre du Travail plaide également pour la création d'un titre de séjour *"métier en tension"*, pour recruter dans les secteurs qui peinent à trouver de la main d'œuvre. Les catégories de ces métiers n'ont pas été spécifiées. Le secteur du bâtiment, de la manutention ou celui des services à domicile sont des domaines où les travailleurs sans papiers sont présents en nombre. *"Les organisations professionnelles nous disent qu'elles ont besoin qu'on facilite le recrutement d'étrangers. Nous leur proposons des solutions avec ce projet de loi"*.

Renouvellement automatique de titres pluriannuels, à condition de bien parler le français

Le gouvernement se veut plus souple sur la délivrance de titres de séjour. Il veut ouvrir la porte à une réforme réclamée de longue date par les syndicats : permettre à **un travailleur en situation irrégulière de demander lui-même sa régularisation, "sans passer par l'employeur"**, qui peut *"trouver un intérêt"* à le maintenir dans la clandestinité. *"Nous ne donnons peut-être pas assez de titres de séjour"*. *"Nous allons proposer le renouvellement automatique des titres pluriannuels de ceux qui ne posent aucun problème, qui n'ont aucun casier judiciaire"*. **Plusieurs centaines de milliers de personnes seraient concernées** par cette mesure, selon ses estimations. Ce renouvellement sera toutefois conditionné à la **réussite d'un examen de français**.

Les associations qui viennent en aide aux exilés présents sur le littoral à Calais et Loon-Plage jugent sévèrement l'ébauche de la future loi immigration du gouvernement. *"Cette annonce n'est pas à la hauteur. Evidemment on ne peut pas s'opposer à une forme de régularisation du travail"*

au noir, qui est bonne à prendre, mais derrière ça, ce n'est pas accompagné par des vraies mesures sociales". "il faut se souvenir qu'aucun titre de séjour n'est donné. Il faut montrer patte blanche dans son pays d'accueil et c'est tant mieux. Mais si ce pays vous considère ensuite comme du bétail, il n'y a pas de réciprocité. Quand on propose un titre de séjour révoquant au bout d'un an, on entretient cette vision raciste où le travailleur étranger est vu comme une variable d'ajustement. On lui donne un travail éprouvant, payé une misère, et ça lui suffit." "On analyse, on observe, on ne veut pas systématiquement rejeter tout ce qui est proposé, mais c'est un premier pas extrêmement frileux. Non seulement ce délai d'un an ne peut pas permettre une intégration, mais le sujet des emplois non-pourvus en France mériterait d'être traité autrement." Les contours du dispositif sont encore flous, il semblerait que cela s'oriente vers des gens déjà employés au noir. Nous pensons que toutes les personnes éligibles à l'asile devraient disposer d'une carte de séjour temporaire, mais de 3 ou 5 ans, pour pouvoir travailler et s'intégrer. Au bout de ce délai, là il pourrait y avoir un bilan sur la manière dont ça se passe et discuter d'une prolongation ou d'un statut de réfugié. Cela aurait l'avantage de vider les campements et les rues de ce public. Ce sera déjà plus facile à gérer pour les collectivités !" Les courts séjours pourraient s'avérer utiles pour les personnes non-éligibles à l'asile en France, "le temps de trouver une solution". "Quand Mme Angela Merkel a accueilli un million de migrants, elle ne les a pas pris pour leur faire plaisir. Elle les a pris parce que l'Allemagne, comme la France, est un peuple vieillissant qui en avait besoin. On le voit avec la fragilité de notre système de retraites, il faut trouver des populations jeunes".

<http://www.associationsalam.org/>

DECONSTRUIRE LES IDEES FAUSSES

L'instrumentalisation des questions migratoires se traduit aujourd'hui par de multiples déclarations d'un gouvernement cherchant à flatter les positions anti-immigration d'une partie de l'opinion, alors qu'une énième loi sur l'asile et l'immigration est annoncée pour le premier semestre 2023. Dans un climat de stigmatisation des personnes étrangères, La Cimade propose de déconstruire les idées fausses qui sont véhiculées et d'analyser la question de l'immigration sous un autre prisme.

<https://www.lacimade.org/politique-expulsion-declarations-gouvernement-ement-confusion/>

LETTRE OUVERTE RELATIVE A LA CONCERTATION PRECEDANT LE PROJET DE LOI

La Cimade publie le 4 novembre 2022, une Lettre ouverte au sujet du projet de loi relatif à l'asile et à l'immigration et de la concertation le précédant, adressée à la première ministre. Il est intéressant de noter : « *La question de l'entrée et de l'accueil des personnes étrangères en France ne peut relever du seul ministère de l'Intérieur et devrait impliquer bien d'autres dimensions comme l'habitat, la santé, la scolarisation, l'éducation, la formation, le travail, la protection des plus vulnérables.* »

« *Cette concertation doit nécessairement impliquer des associations et collectifs composés en majorité de personnes exilées. Les positionnements des associations de soutien aux personnes exilées – qu'elles soient opératrices en matière d'accueil ou non – sont connus car elles sont auditionnées à l'Assemblée nationale ou au Sénat et parfois reçues à haut niveau par des membres du pouvoir exécutif. Ces associations ont aussi accès à des plateaux de télévision et à la radio, et leurs tribunes sont publiées dans les médias. En revanche, les personnes directement concernées par les politiques migratoires sont souvent absentes de ces espaces de débat et ont du mal à se faire entendre. Elles doivent pouvoir prendre pleinement part à la construction des politiques publiques qui les concernent en premier lieu.* »

<https://www.lacimade.org/presse/lettre-ouverte-au-sujet-du-projet-de-loi-relatif-a-lasile-et-a-limmigration-et-de-la-concertation-le-precedant/>

ANGERS

Une famille érythréenne de trois enfants, dont un bébé de quatre mois, ne bénéficie pas d'hébergement d'urgence. Malgré les efforts des bénévoles des Restos du cœur d'Angers, elle risque de se retrouver à la rue. L'association organise une permanence exceptionnelle pour et les abriter et lance un appel à la solidarité.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/angers-49000/a-angers-malgre-sa-situation-legale-une-famille-de-migrants-risque-la-rue-4b3d31a4-5d05-11ed-9237-2f662ec48046>

CAEN

Une centaine à occuper le 138 rue d'auge à Caen. Encadrés par les militants de lutte contre toutes les exclusions, ces personnes s'organisent pour vivre ensemble dans les 3 000 m² de l'ancienne pouponnière. Seuls ou en famille, des hommes, des femmes et des enfants venus du Nigeria, du Soudan ou d'Albanie. Les militants organisent au mieux la vie quotidienne en déterminant des quartiers séparés et des endroits où l'intimité est respectée. Si les migrants bénéficient d'un toit pour se réchauffer, ils manquent beaucoup de choses pour survivre. Les militants de lutte contre toutes les exclusions lancent un appel aux dons.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/normandie/calvados/caen/squat-dans-l-ancienne-pouponniere-de-caen-les-militants-de-l-ag-de-lutte-contre-toutes-les-exclusions-lancent-un-appel-aux-dons-2649456.html>

CALLAC

Faciliter l'intégration de réfugiés par le travail et revitaliser un territoire rural en perte d'habitant. Tel est l'objectif du projet "Horizon" initié à Callac par le fonds de dotation Merci et appuyé par la mairie. Malgré 18% de chômeurs dans cette commune rurale de 2.400 habitants, *"on a listé 70 à 75 emplois non pourvus, du mécanicien au maçon ou même au médecin"*. L'idée est d'accompagner, sur plusieurs années, quelques dizaines de personnes d'origine étrangère auxquelles l'Etat français *"a accordé le statut de réfugié politique et qui bénéficient à ce titre d'une autorisation de séjour de dix ans"* précise le maire de Callac. Ces personnes ont des compétences et *"c'est de l'insertion par l'emploi"*. A l'origine du projet, une fondation familiale, le fonds de dotation Merci créé en 2009 pour des actions de solidarité. Le village "Horizon", dont Callac devrait constituer le prototype avant une dizaine d'autres est le dernier projet de cette fondation. Le préfet des Côtes d'Armor avait tenu à préciser dans un communiqué que *"l'accueil des réfugiés est de la responsabilité de l'État"*. Ajoutant que *"le projet Horizon est une initiative privée portée par le fonds de dotation Merci et le préfet a demandé à ses responsables qu'ils se coordonnent avec les actions conduites par l'État"*. Des centaines de personnes entendent **encourager une Bretagne ouverte et accueillante** et tiennent à dénoncer les idées xénophobes des opposants. Ils s'étaient réunis dès midi pour un pique-nique revendicatif.

Les opposants au projet se sont retrouvés le 5 novembre 2022 en brandissant une banderole "Grand rassemblement - Immigration" avec en dessous écrit "Référendum" et en scandant *"On est chez nous"* que les opposants au projet. La manifestation était à l'initiative de l'association Les Amis de Callac et ses environs. Elle avait le soutien du parti Reconquête. Les manifestants, dont des sympathisants de partis et mouvements d'extrême droite et identitaires, étaient venus de la région et de bien plus loin, comme de Vendée. Vers 15h, plusieurs dizaines de contre-manifestants fascistes, munis de fumigènes, ont décidé de rejoindre la place de la mairie pour aller au contact des opposants au projet. La préfecture des Côtes d'Armor avait déployé dans la commune 200 représentants des forces de l'ordre dont un escadron de gendarmes mobiles en prévision de confrontation violentes. Des projectiles ont été lancés en direction des forces de l'ordre qui avaient stoppé le cortège. Les gendarmes ont fait usage de jets de gaz lacrymogène. Une situation qui a duré près d'une heure.

GRENOBLE

Depuis près d'un mois maintenant, **trois familles de sans-papiers**, deux Albanaises et une Angolaise, soit onze personnes au total, **vivent dans les locaux de l'école Malherbe** à Grenoble. Le collectif Réseau Education Sans Frontières dénonce une situation inacceptable : *"Nous, on considère qu'elles sont mieux ici qu'à la rue, mais ce n'est pas un logement décent. Les vacances,*

c'est un répit pour eux, ils peuvent rester toute la journée dans les locaux. Mais là, l'hiver arrive et à la rentrée à 7h30 du matin, ils vont se retrouver dehors. Nous, on n'est pas d'accord avec ça, on va soutenir ces familles comme on peut. C'est la loi d'héberger ces personnes-là et les institutions ne la respectent pas et on trouve ça honteux." En période scolaire à l'heure où les enfants rentrent à l'école, eux la quittent, les bras chargés de couvertures et de sacs de courses : *"Je me réveille à 7h, témoigne une mère de famille, je laisse les enfants à l'école et moi, je passe la journée dans la rue toute la journée."* *"J'attends d'obtenir mes papiers, d'être libre pour pouvoir travailler et d'aider ceux qui pourraient rencontrer les mêmes problèmes que moi."* Cette occupation, décidée par les membres du collectif Réseau Education Sans Frontières, est pour eux "une évidence", mais aussi une manière d'interpeller les pouvoirs publics. Selon ce collectif, une cinquantaine d'enfants dorment à la rue, dans des squats ou des bidonvilles à Grenoble.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/grenoble-sans-logements-trois-familles-occupent-l-ecole-malherbe-2647312.html>

LYON

Dans une lettre ouverte aux élus de la métropole, diffusée samedi 5 novembre 2022, le collectif citoyen Soutiens/Migrants Croix-Rousse annonce l'ouverture d'un squat pour mettre à l'abri une trentaine de mineurs isolés dans des logements vacants à Lyon. Les initiatives menées par les institutions locales pour la mise à l'abri de mineurs en recours restent insuffisantes, au regard du nombre d'adolescents encore à la rue. *"Nous assistons chaque semaine à la mise à la rue de jeunes que le Centre de mise à l'abri et d'évaluation (CMAE) de Forum réfugiés refuse de considérer comme mineur après une évaluation sommaire et "à charge". Ces mises à la rue bafouent la Convention internationale des droits de l'enfant qui préconise la présomption de minorité"*. Le collectif en appelle donc à une *"réelle prise en charge institutionnelle"* jusqu'à ce que le juge des enfants statue sur la minorité de ces jeunes, *"comme le préconise la Défenseure des Droits"*. Il plébiscite par ailleurs un accompagnement par des professionnels *"afin de leur assurer une réelle protection, dans leur intérêt supérieur"*. Il souhaite une convention, d'occupation temporaire avec la ville, qui permette de légaliser le squat et de rester durant une période restant à définir. Une petite équipe de migrants majeurs qui aujourd'hui travaillent, sera également logée dans le squat. Ce qui allégera la prise en charge des jeunes.

Une maman et son garçon de trois ans étaient à la rue début octobre 2022. Ils ont été hébergés à l'hôtel une semaine par un collectif, puis dans une école qui a été occupée. Durant les vacances scolaires, le collectif a payé l'hôtel et au retour de vacances, le 7 novembre 2022, l'école est de nouveau occupée, les structures administratives responsables n'ayant pas trouvé de solution.

Cela illustre les propos tenus par le curé de Bron, qui a été co-organisateur de la marche pour l'égalité et contre le racisme (1983 - marche des beurs) : *«Le naturel des hommes, c'est l'empathie. Mais la société et l'école ne cultivent pas assez l'empathie»*.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20221106-progre-s-rho-ne-un-squat-de-jeunes-migrants-isole-s-officialise-a-la-croix-rousse-copie.pdf>

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20221105-lyon-capitale-a-la-croix-rousse-un-nouveau-squat-pour-mineurs-isole-s-copie.pdf>

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20221106-progre-s-rho-ne-l-e-cole-berthelot-sera-a-nouveau-occupe-e-le-7-novembre-en-soutien-a-une-famille-a-la-rue-copie.pdf>

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20221106-progre-s-rho-ne-christian-delorme-cure-a-bron-l-avenir-est-au-me-tissage-copie.pdf>

MARSEILLE

L'ancien maire de Riace, de 2004 à 2018, Domenico Lucano qui a mis en place l'accueil de réfugiés, a reçu la médaille d'honneur de la Ville de Marseille des mains de son maire, ce samedi 5 novembre 2022. Des centaines de marseillais étaient présents pour acclamer cet édile symbole de l'accueil des réfugiés. Il s'agissait pour eux de lui exprimer leur soutien : en effet, Domenico Lucano est à présent condamné par la justice italienne. Si la solidarité est un délit, nous en sommes tous

coupables !

<https://www.lacimade.org/lancien-maire-de-riace-acclame-a-marseille/>

ORNE

En août 2022, un ressortissant afghan, est placé en centre de rétention administrative par la préfecture de l'Orne. L'homme vient de recevoir une obligation de quitter le territoire français (OQTF), assortie d'une interdiction de retour d'une durée de trois ans. Or sur son ordonnance de placement en rétention, deux choses interpellent. D'abord, les services de l'État affirment qu'un laissez-passer consulaire, (nécessaire pour expulser quelqu'un vers son pays d'origine, a été "*délivré par les autorités afghanes*" ; et ensuite: "*Un vol est en cours de réservation*", ajoute la préfecture. Or, les vols vers Kaboul sont complètement suspendus. Le ministre de l'intérieur affirme : "*On ne va pas expulser en Syrie et en Afghanistan des gens, parce qu'on ne veut pas de relation avec des dictatures comme les Taliban, et on ne va pas renvoyer, de toute façon on n'a pas d'avion (...)*." Mais l'ambassade d'Afghanistan en France confirme que des laissez-passer consulaires y sont bel et bien délivrés. Elle explique le déroulement : les préfectures envoient un mail, puis l'ambassade étudie le dossier, voire reçoit la personne concernée, afin de procéder à son identification. Ensuite, nul besoin de contacter les autorités talibanes à Kaboul : la délivrance du document se décide entièrement à l'ambassade. C'est ainsi que la préfecture de l'Orne a reçu le laissez-passer consulaire. Les laissez-passer consulaires délivrés ici, comme celui de l'afghan en cause, concerne des ressortissants "*criminels*". "*Cela ne concerne pas de simples déboutés de l'asile*." L'OQTF retrace son parcours. Arrivé en France en 2017, ce jeune demandeur d'asile a été débouté par l'OFPRA malgré une demande de réexamen. Par la suite, l'homme s'est rendu coupable de "*faits de violence avec usage ou menace d'une arme suivie d'incapacité n'excédant pas huit jours*", aboutissant, en 2020, à une condamnation à deux ans de prison. La préfecture de l'Orne considère, depuis lors, qu'il représente "*une menace actuelle et réelle pour l'ordre public*". D'où la demande de laissez-passer. Il a été **libéré par le juge des libertés** et de la détention, en septembre 2022, au bout d'un mois de rétention, faute de perspective d'éloignement. La consule est catégorique : "*Aucun Afghan n'a été renvoyé de cette façon en Afghanistan dans l'année écoulée. Même s'ils ont été condamnés pour des crimes, pour des raisons humanitaires, ils ne doivent pas être renvoyés en Afghanistan, vu la situation actuelle*". La démarche de la préfecture de l'Orne pour obtenir un laissez-passer consulaire témoigne donc avant tout d'une "*sacrée énergie déployée pour prolonger la rétention*". Si de telles expulsions sont toujours inenvisageables à l'heure actuelle, la délivrance d'un laissez-passer consulaire dans ce cas marque une étape supplémentaire dans les démarches des préfectures. "*Cela confirme, en tout cas, leur acharnement*".

PARIS

Des centaines de tentes sont alignées et placées sous la haute surveillance de CRS. Ils sont environ 400 très jeunes afghans ont réinvesti le campement évacué le 27 octobre 2022. Ils sont livrés à eux-mêmes, sinon au soutien de quelques associations. Utopia 56, Solidarité Migrants Wilson, Tendre la main viennent chaque jour témoigner de leur soutien. « *Pendant les deux jours qui ont suivi l'opération, les gens qui n'ont pas été pris en charge ont été empêchés de retourner sur le camp et ont été contraints de dormir sur les trottoirs à proximité* », assure Utopia 56. L'association qui précise que le dispositif policier a été largement diminué à partir du dimanche 31 octobre 2022, permettant aux personnes non prises en charge de réinstaller **une cinquantaine de tentes** sur le camp. L'association estime que l'afflux de personnes **devrait être pris en compte** avant les opérations de mise à l'abri, « *systématiquement sous-dimensionnées* ». « *Par ailleurs, aucun interprète n'a été mobilisé. Certaines personnes non-francophones ont été transférées en bus hors Île-de-France sans comprendre où on les emmenait* », déplore l'association. D'après la Préfecture de Police, « *406 personnes prises en charge ont été orientées en région (hors Île-de-France) et 228 en Île-de-France, vers des centres d'hébergement* ».

RENNES

Face à cette situation d'urgence : une alerte aux vents violents, pour la centaine de

personnes dormant dans des tentes dans le parc des Hautes Ourmes du nord de Rennes, la mairie a ouvert un gymnase. L'élu aux solidarités a annoncé cette décision *“la ville a ouvert ce soir un gymnase afin de mettre en sécurité cette nuit les familles”*. *“En dépit des sollicitations multiples, l'Etat n'a engagé aucune solution de mise à l'abri pour ces femmes, ces hommes et ces enfants, dont la vulnérabilité n'est plus à prouver”*. Cette solution d'hébergement est terminée le matin du 4 novembre 2022. Les agents de la ville ayant proposé le gymnase aux exilés, on fait ressortir les familles dans la matinée. Pour l'heure, la mairie n'a pas communiqué sur une solution plus durable pour aider les familles du parc à passer l'hiver. *“C'est un geste positif, mais pas encore suffisant”* indique celle qui participe à trouver des solutions d'urgence en faveur des exilés du nord de Rennes. *“L'hiver est là, la mairie ne veut pas aller plus loin et la préfecture prétexte des lourdeurs de procédures administratives pour ne pas avancer”*. *“La préfecture nous demande des listes de personnes pour agir mais ce sont les mêmes familles depuis des semaines, ils les connaissent.”* Un élu vert à Rennes Métropole, et vice-président, a proposé d'envoyer la facture de l'hébergement d'urgence à l'Etat. Continuer des actions pour faire bouger la préfecture, c'est le maître mot des parents d'élèves engagés en faveur des familles à la rue qui comptent faire entendre leur combat lors de la rentrée scolaire.

Deux autres écoles de Rennes sont actuellement occupées. À l'école L'Ille, à l'ouest de la ville, c'est notamment à la suite de l'évacuation d'un campement de fortune dans un square proche de l'établissement que les parents d'élèves se sont saisis de la situation. Seule la moitié des familles à la rue s'étaient vues proposer une mise à l'abri par la préfecture : 177 personnes, dont 105 mineurs, restaient sans solution. Aujourd'hui, deux familles géorgiennes avec trois et deux enfants sont abritées dans l'école. Une famille congolaise avec trois enfants est également logée dans l'école Léon Grimault, au sud-est de la ville, et un collègue a mis un logement de fonction à disposition d'une autre. Si la mairie a assuré qu'elle n'expulserait pas les familles à la rentrée des vacances, lundi 7 novembre 2022, les solutions de plus long terme restent très floues. *“Ça va être à nous de tenir dans la durée, et on se pose plein de questions”*. *“On n'est que parents d'élèves, pas militants, et on découvre au fur et à mesure les méandres administratifs.”* Quatorze écoles et deux collèges de la ville se sont maintenant unis dans un collectif pour mieux soutenir les familles. *“C'est compliqué parce que ces familles ne sont pas prioritaires sur les listes d'hébergement”*. En effet, la plupart des familles hébergées sont sous le coup d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF), après un rejet de leurs demandes d'asile. Mais pour les parents exilés, rentrer dans leur pays d'origine n'est pas une option. *“S'ils sont là, s'ils ont fait tout ce parcours, c'est que c'est impossible pour eux de repartir là-bas”*. *“La seule solution, c'est de régulariser ces personnes pour qu'elles puissent trouver un logement, travailler”*

LA REUNION

Ces derniers mois, plusieurs personnes sont arrivées sur cette île française de l'océan Indien sur des bateaux de pêche partis du **Sri Lanka** (à 4000km). Toutes ont souhaité demander l'asile mais certaines n'y ont pas été autorisées et ont été rapidement expulsées vers leur pays d'origine. Pour les exilés arrivant à La Réunion en bateau ou en avion, c'est la procédure d'asile à la frontière qui s'applique. Les personnes sont placées en zone d'attente, situé à l'aéroport et qui comporte une vingtaine de couchages sommaires. La personne doit prouver à l'OFPPRA que sa demande, n'est pas *“manifestement infondée”*». *“Il ne devrait s'agir que d'un examen superficiel, et non d'un examen au fond, de la demande d'asile, visant à écarter les personnes qui souhaiteraient venir en France pour un autre motif (tourisme, travail, étude, regroupement familial, etc.) en s'affranchissant de la procédure de délivrance des visas ”*. Or *“depuis 1992, l'Ofpra applique des critères beaucoup plus restrictifs. Et le taux d'entrée sur le territoire au titre de l'asile est donc extrêmement faible”*, Cela peut durer *“pendant une période maximum de 20 jours et sous contrôle du juge des libertés et de la détention”*. Les personnes qui le souhaitent peuvent déposer une demande d'asile si elles ont obtenu un droit d'entrée sur le territoire français, établi par le ministère de l'Intérieur, après avis de l'Ofpra. Si la personne est autorisée à entrer sur le territoire, elle obtient un sauf-conduit de la part de la police aux frontières (PAF) qui lui donne le droit de déposer une demande d'asile auprès des services préfectoraux dans un délai de huit jours. *“Cette demande d'asile sera instruite par l'Ofpra dans le*

cadre du droit commun". Si elle se voit refuser l'entrée sur le territoire par le ministère de l'Intérieur, un recours est possible devant le tribunal administratif. Pour les Sri Lankais autorisés à déposer une demande, le taux d'admission à l'asile est également très faible : depuis 2018, seules 10% de leurs demandes ont abouti à un avis positif. *"La décision du ministère de l'Intérieur ne désigne pas seulement le refus d'entrée au titre de l'asile mais aussi le pays de renvoi"*.

Après un petit peu plus de deux semaines passées en zone d'attente, **13 des 17 personnes arrivées le 20 octobre 2022**, à bord d'un bateau parti du Sri Lanka, ont été **expulsées lundi 7 novembre 2022**. Les personnes n'ont pas été autorisées *"à séjourner sur le territoire de la République"* : elles n'ont pas obtenu d'autorisation d'entrée sur le territoire français au titre de l'asile.

Le Sri Lanka connaît depuis l'été 2022, une grave crise politique et économique qui pousse de plus en plus de personnes à quitter le pays. *"Depuis des mois, la population souffre de graves pénuries alimentaires et se bat pour avoir accès aux soins de santé, tandis que l'inflation galopante exacerbe les inégalités existantes"*, selon une chercheuse sur les droits économiques, sociaux et culturels. Selon le programme alimentaire mondial, 28 % de la population sri-lankaise, soit 6,2 millions de personnes sont dans une *"insécurité alimentaire aigüe"*.

SABLE-SUR-SARTHE

Le premier lundi de chaque mois, les bénévoles de l'antenne de la pastorale des migrants tiennent une **permanence à la maison paroissiale**. Une activité sans réelle publicité, qui se fait de manière assez discrète dans les locaux mis à disposition par la paroisse. Une activité sans réelle publicité, qui se fait de manière assez discrète dans les locaux mis à disposition par la paroisse. Les quatre bénévoles sont présents pour accueillir des personnes qui se sont manifestées quelques jours auparavant, envoyées par une assistante sociale, le Secours catholique ou bien une connaissance. *«Aujourd'hui, nous avons deux rendez-vous. Un est venu mais l'autre, vu l'heure, je ne pense pas qu'il viendra, cela arrive assez fréquemment.» « Ils peuvent ne pas venir mais nous, de notre côté, nous ne les relançons pas. On part du principe que c'est une aide. »*

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/sable-sur-sarthe-72300/sable-sur-sarthe-la-pastorale-des-migrants-n-a-jama-is-ete-autant-sollicitee-qu-en-2022-342bbd4e-5ece-11ed-b542-4d790b33384b>

SAINT-ETIENNE

Un **médecin**, diplômé en Algérie en 2014, est venu parfaire ses connaissances en France. Depuis sept ans, il étudie l'oncologie à l'université et exerce en parallèle à l'hôpital sous le statut d'interne. Chaque année, depuis 2015, son titre de séjour a été renouvelé sous le statut d'étudiant...sauf en juin 2022. La Préfecture du Rhône lui a même adressé une obligation de quitter le territoire français (**OQTF**). Une situation ubuesque en pleine crise du personnel soignant. L'OQTS a été **annulée par le tribunal administratif** de Lyon en septembre dernier. Une décision prise compte tenu du *"caractère sérieux de ses études"* et de *"la cohérence de son cursus avec son projet professionnel"*. Karim* a en effet obtenu six diplômes depuis 2015. *"il est enjoint au Préfet du Rhône de délivrer à [M. X] un certificat de résidence portant la mention "étudiant" dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêt"*. En outre, la justice requiert à l'Etat de verser *"une somme de 1000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative"*. **L'autorité préfectorale aura donc jusqu'au 20 novembre 2022 pour lui délivrer son titre de séjour**. Des papiers sans lesquels ce médecin faisant fonction d'interne ne peut exercer. Il les attend d'ailleurs toujours. Et l'hôpital de Saint-Etienne aussi. Le chef de service au CHU avait même indiqué que *"la suspension brutale de son activité (...) ne permet plus d'assurer correctement la sécurité des patients hospitalisés et la continuité des soins, d'autant plus que la période actuelle est très difficile et qu'il est impossible de recruter un médecin remplaçant rapidement"*. La direction déclare : *"Nous ne souhaitons pas nous exprimer sur la situation individuelle du médecin, mais son absence pénalise l'équipe médicale. Une équipe qui attend son retour le plus rapidement possible."* Un député de

LREM de la Loire a pu l'accompagner dans ses démarches. A travers **cette erreur préfectorale**, c'est en effet la population du département qu'il représente qui a pu être pénalisée. L' élu explique : *"C'est sûr qu'on a des services en tension, et ce médecin était vraiment apprécié pour ses compétences; pour ses qualités, son professionnalisme"* . *"Sa situation est humainement difficile. Lui a été mis de côté pour une erreur administrative. C'est quatre mois sans travail, sans salaire. Il souhaite, en plus, garder l'anonymat pour qu'il n'y ait pas de répercussions sur le CHU. Et je trouve son attitude remarquable."*

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/loire/saint-etienne/oqtf-un-medecin-se-retrouve-sans-papiers-par-erreur-et-ne-peut-plus-exercer-a-l-hopital-de-saint-etienne-penalise-2648516.html>

STRASBOURG

La mairie de Strasbourg veut ouvrir un **accueil de jour dédié aux migrants**. Mais aussi à toutes les personnes les plus vulnérables. Il ouvrira ses portes le 29 novembre 2022. Ce lieu d'accueil s'appellera *"la trêve"*. Il se veut donc ouvert à tous. La ville ne triera en effet pas *"entre les méchants et les gentils"* a promis la maire de Strasbourg. *"Strasbourg n'est pas le pays de Candy. Nous n'avons pas une vision simpliste de la situation des personnes"*. *"Sur ce lieu les personnes vont trouver un endroit où souffler et se reposer. C'est un lieu pour améliorer l'accès au droit. On a la responsabilité de faire quelque chose. Je ne peux pas me résigner à cette fabrique de la misère, je ne peux pas me résigner à des conditions indignes de vie dans nos villes. Donc oui je pense que l'on a la responsabilité de trouver des solutions, j'attends que chacun agisse à son niveau de responsabilité, et la ville prend les siennes"*. Façon d'évoquer le campement de migrants de la place de l'Etoile notamment, toujours occupé par près de 200 personnes dont plusieurs dizaines d'enfants, au cœur de tensions entre la ville et la préfecture. Dans ce nouveau centre d'accueil et de répit de la ville de plus de 1400 mètres carrés, les personnes accueillies pourront en tout cas avoir accès à des services. Les associations et les habitants du quartier pourront aussi y proposer leur aide. *"Il y aura un accueil inconditionnel, tout le monde sera le ou la bienvenue dans ces lieux. On pourra prendre un café, discuter, il y aura des cours de français langue étrangère, des salles de sieste, une buanderie, une bagagerie"*. Le budget annuel du nouveau lieu d'accueil des personnes migrantes est d'environ **400.000 euros**. La ville veut aussi mieux accompagner les associations qui proposent de l'hébergement citoyen pour les personnes les plus vulnérables. En matière d'hébergement d'urgence, l'Eurométropole de Strasbourg doit aussi approuver la création de 106 nouvelles places. Cet engagement porte à 500 le nombre de places créées depuis 2020 par la ville (200 places) et la métropole (300 places).

Bien que plus d'une centaine de places d'hébergement d'urgence aient été ouvertes depuis quelques semaines à Strasbourg, dans un gymnase de la ville ce qui a permis de mettre à l'abri de nombreux enfants, d'autres, souvent arrivés plus récemment, vivent encore dans la boue du **campement de l'Étoile**. *"Les enfants disent qu'ils mangent mal ici"* dit ce père de famille géorgien gravement malade. Il dit ne **jamais obtenir de place** quand il appelle le **115**, malgré ses deux enfants en bas âge. Il ne fait désormais pas plus de 6 à 8 degrés la nuit. *"On vit dans le camp, il n'y pas de nourriture, on n'a pas de maison et c'est l'hiver et il fait tellement froid... et en plus il n'y a pas d'école"*. Des conditions sanitaires très précaires donc alors que trois familles avec des bébés ont encore récemment été recensées sur le campement explique un bénévole du collectif Agissons 67. *"On est sur une très grande précarité. Pour les nouveaux arrivés, le quotidien, c'est de savoir où trouver l'alimentation, savoir où se soigner. Il y a beaucoup de pathologies. La semaine dernière on s'est retrouvés avec trois nouveaux bébés dont un qui sortait de l'hôpital. Quand on retrouve un bébé de deux semaines sous une toile de tente, c'est qu'il y a un vrai problème"*. Au total, au moins **19 enfants non scolarisés** dorment certaines nuits sur la place de l'Etoile.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/strasbourg-ouvre-un-centre-d-accueil-pour-migrants-ou-elle-ne-triera-pas-entre-les-mechants-et-les-1667493427>

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/sur-le-campement-de-la-place-de-l-etoile-a-strasbourg-des-enfants-vivent-encore-au-milieu-des-rats-1667327712>

TOULOUSE

Les **54 familles** albanaises installées sur les berges de la Garonne à Toulouse (Haute-Garonne), près du pont du Garigliano, vont devoir **quitter leurs baraquements de fortune**. Ainsi en a décidé, mercredi 2 novembre 2022, le Tribunal administratif, car les conditions d'insalubrité de ce campement "*préjudiciables à la santé des occupants*" : le terrain est situé en zone inondable et ne comporte aucune protection de nature à éviter les risques de chutes à partir de la digue ou de noyades alors que les occupants comptent de nombreux enfants. Enfin, des travaux sont prévus sur les digues et d'autres dans le cadre de l'opération d'aménagement Grand Parc Garonne menée par Toulouse Métropole. L'emploi des forces de l'ordre pour une évacuation ne pourra pas se faire avant "*15 jours à compter de la notification de sa décision*." Un délai imposé par le juge "*afin de permettre aux services compétents de prendre les **mesures d'hébergement et d'accompagnement indispensables, compte-tenu notamment de la présence d'enfants, et ainsi de respecter les exigences posées par les stipulations de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et celles de la convention internationale relative aux droits de l'enfant***."

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-expulsion-ordonnee-des-54-familles-albanaises-installees-sur-les-berges-de-la-garonne-2647072.html>

MANCHE

De samedi à dimanche 30 octobre 2022, en face des nombreuses arrivées, **224 personnes ont été secourues en mer** au cours du week-end et ramenées vers les côtes françaises lors de plusieurs opérations distinctes. Sept exilés ont d'abord été recueillis au large de Dunkerque samedi, puis deux opérations de secours ont été menées dans la nuit de samedi à dimanche. Enfin, trois embarcations ont été secourues dimanche 30 octobre 2022.

La SNSM forme au sauvetage de masse. Tempête, avarie technique, naufrages, noyades : la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) **intervient plus de 6 000 fois par an** au large des côtes françaises. Ces sauveteurs bénévoles risquent leur vie pour secourir celles des autres. Ils sont de plus en plus sollicités pour venir au secours des migrants. Pour faire face à l'augmentation des naufrages de ces embarcations de fortune, la SNSM a décidé de **former** ses propres bénévoles **au sauvetage de masse** pour qu'ils acquièrent les bons réflexes, quand ils en pleine nuit, et qu'ils côtoient des humains en pleine détresse. Ces sauvetages de migrants jusqu'alors pris en charge par des ONG en Méditerranée se multiplient depuis cinq ans en Manche entre la France et l'Angleterre.

Fin octobre 2022, six membres d'un **réseau irako-kurde de passeurs de migrants** vers la Grande-Bretagne, avaient été interpellés dans le nord de la France. L'enquête, ouverte fin juillet, était partie cette fois d'un "renseignement britannique" permettant d'identifier "l'acheminement de matériel nautique depuis la Turquie" vers un lieu de stockage à Douai (nord), selon un responsable de l'Ocriest, l'office central spécialisé dans la lutte contre l'immigration irrégulière. L'enquête a débuté en janvier 2022, sur la base d'un renseignement néerlandais sur l'acheminement de "small boats" provenant d'Allemagne et transitant par les Pays-Bas. C'est en Allemagne que l'un des prévenus allait chercher les bateaux qu'il ramenait ensuite dans le Nord de la France. Ces embarcations étaient stockées dans un hangar à Lille avant d'être acheminées vers les côtes. "*Le réseau aurait permis 1 547 tentatives ou passages réussis, favorisant la traversée d'au moins 2 600 migrants*", du littoral nord de la France vers les côtes anglaises, a souligné la procureure. **Cinq membres d'une filière de passeurs** (Trois hommes et deux femmes, âgés de 20 à 29 ans, quatre Français et un Irakien, faisaient partie de cette filière de passeurs), ayant permis le passage de centaines de migrants vers le Royaume-Uni, ont été **condamnés** en France par le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer, à des peines allant de **18 mois avec sursis à deux ans de prison ferme**.

FRONTEX SURVEILLE LA MANCHE – FRANCE – ROYAUME UNI

Le 10 novembre 2022, devant le Sénat français, directrice exécutive de Frontex a déclaré : *"Nous appuyons les autorités de gestion des frontières françaises au moyen d'une surveillance aérienne"* des côtes de la Manche. *"Nous continuerons à le faire pendant l'année qui arrive"*, dans cette *"zone où on a la plus grande augmentation de la pression migratoire"*. Cette année, les traversées de la Manche ont atteint des chiffres record, malgré la débauche de moyens sécuritaires mis en place dans la zone pour endiguer les tentatives : plus de 38 000 migrants déjà ont atteint le Royaume-Uni depuis janvier 2022, à bord de petits bateaux, contre 28 000 en 2021. En plus de la surveillance aérienne de Frontex, des patrouilles policières sont déployées toute l'année sur les plages de la Manche. Le nouveau Premier ministre britannique, souhaiterait que celles-ci soit renforcées par des effectifs britanniques, sur le sol français. Cette mesure serait incluse dans un nouvel accord avec la France qui comprendrait aussi des objectifs chiffrés d'interceptions de petits bateaux en mer. Le premier ministre anglais et le président français se sont lundi 7 novembre 2022 en Égypte, en marge de la COP27 sur le climat. À l'issue de cet échange, le premier ministre a déclaré qu'il ressortait de cette réunion avec *"un regain de confiance et d'optimisme"* et *"l'importance pour les deux pays [le Royaume-Uni et la France] de rendre la route de la Manche totalement impraticable pour les trafiquants d'êtres humains"*.

Un **nouvel accord migratoire** a été conclu lundi 14 novembre, pour enrayer les traversées de la Manche par des migrants. les **Britanniques**, en 2022-2023, verseront une enveloppe de 72,2 millions d'euros à **la France** qui, en contrepartie, s'engage à augmenter ses forces de sécurité de 100 policiers et gendarmes supplémentaires sur les plages d'où partent les migrants à destination des côtes britanniques. Aucun objectif chiffré d'interceptions de bateaux, n'apparaît dans la déclaration commune. L'accord prévoit le financement de *"chiens de détection"* dans les ports et l'installation de **caméras de surveillance** aux principaux points de passage frontaliers le long du littoral. Les **Britanniques vont financer** des places dans **des centres d'accueil pour migrants dans le sud de la France** pour dissuader les exilés qui empruntent la Méditerranée de remonter jusqu'à Calais. *"Il est dans l'intérêt tant du gouvernement britannique que du gouvernement français d'œuvrer ensemble pour résoudre ce problème complexe"*, *"Il n'existe pas de solution miracle, mais ce nouvel accord nous permettra d'augmenter de manière significative le nombre de gendarmes français patrouillant sur les plages du nord de la France et de garantir que les officiers britanniques et français travaillent main dans la main pour arrêter les passeurs de migrants"* a réagi la ministre britannique de l'Intérieur. Londres et Paris se sont d'abord fixés pour objectif de déployer *"des ressources technologiques et humaines"*, dont des **drones**, sur le littoral français pour mieux détecter, surveiller et intercepter les bateaux. Les deux pays veulent également collecter et utiliser des renseignements, notamment *"provenant de migrants interceptés"*, pour mieux démanteler les réseaux de passeurs et dissuader les traversées par un travail conjoint *"le plus en amont possible"*, en lien avec les pays d'origine et de transit des exilés. Pour la première fois, des équipes d'observateurs seront déployées de part et d'autre de la Manche pour *"améliorer le déroulement des débriefings des migrants"* et *"accroître les échanges d'informations"* entre les deux pays. *"Nous interceptons beaucoup plus qu'auparavant (plus de 30 000 migrants à ce jour en 2022 contre 22 600 en 2021)"* et *"nous consacrons 255 millions d'euros"* à la sécurisation du littoral, dit-on côté français.

Dimanche 13 novembre 2022, un pêcheur français a filmé des tentatives de traversée dans les environs de Calais. Les passeurs auraient donné rendez-vous aux migrants sur une plage via les réseaux sociaux. *"En fait, ils font des appels sur Tik Tok et vous pouvez acheter une place comme ça. Le bateau ... donne un point GPS et il longe la côte et récupère le migrant qui a payé."*

Au cours du week-end des 12 et 13 novembre 2022, près de **1 000 personnes ont encore tenté la traversée.**

MÉDITERRANÉE

Même si les navires humanitaires sillonnent la Méditerranée centrale, cette route migratoire reste extrêmement périlleuse. Depuis le début de l'année, plus de 1 200 migrants ont péri dans ces eaux en tentant de rejoindre l'Europe, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM). Et depuis 2014, date des premiers recensements de l'agence onusienne, on compte plus de 25 000 morts et disparus dans cette zone maritime. Les navires humanitaires sillonnent une partie très limitée de la mer Méditerranée. Beaucoup d'embarcations passent inaperçues dans l'immensité de la mer. Beaucoup de canots sombrent aussi sans avoir été repérés. La Méditerranée centrale reste aujourd'hui la route maritime la plus meurtrière au monde.

OU DEBARQUER LES RESCAPES DE LA MEDITERRANEE ?

Trois navires humanitaires, dont l'Ocean Viking, attendent actuellement en Méditerranée la désignation d'un port sûr pour débarquer 950 migrants secourus au cours des dernières semaines. Certains des rescapés sont maintenant en mer depuis près de 13 jours. *“Les provisions commencent à manquer”* alors que les conditions météorologiques doivent s'aggraver avec *“un vent fort, de hautes vagues et une baisse de température d'ici la fin de la semaine”* indique **L'association SOS Méditerranée** qui fait appel, pour la première fois, à la France, à l'Espagne et à la Grèce pour l'aider à débarquer les 234 rescapés secourus par son navire **Ocean Viking**, puisque les nombreuses demandes d'autorisation de débarquement auprès des autorités italiennes et maltaises sont restées sans réponse. L'organisation craint que le silence radio du gouvernement italien ne soit lié aux récentes déclarations antimigrants de la nouvelle Première ministre italienne. Dans son premier discours de politique générale, prononcé mardi 25 octobre 2022, elle a déclaré que son gouvernement voulait *“arrêter les départs illégaux [d'Afrique] et mettre un terme à la traite d'êtres humains”*. Le ministre de l'Intérieur a annoncé que son ministère envisageait **une interdiction d'entrée dans les eaux territoriales des trois navires** affrétés respectivement par SOS Méditerranée, Médecins sans Frontières (MSF) et SOS Humanity. Si les navires d'ONG n'ont pour l'heure reçu aucune communication officielle à ce sujet, *“ils sont néanmoins confrontés à un blocage total en haute mer et à une interdiction implicite d'entrer dans les ports italiens”*, indique SOS Méditerranée. L'ONG a donc décidé de faire appel aux gouvernements français, espagnol et grec, *“qui sont les plus à même d'apporter leur assistance, de faciliter la désignation d'un port sûr”*. *“On ne demande pas à la France de nous ouvrir un port, mais de nous aider à trouver une solution”*, en priorité en Italie ou à Malte, les pays les plus proches du navire, a expliqué la directrice et cofondatrice de l'ONG. *“Ce blocus en mer n'est pas seulement une honte mais aussi une violation flagrante du droit maritime international et du droit humanitaire. Les rescapés doivent toucher terre sans plus tarder”*, déclare le coordinateur des opérations de recherche et de sauvetage à bord de l'Ocean Viking. *“Nous sommes face à une urgence absolue et toute journée d'attente supplémentaire pourrait avoir des conséquences fatales.”* L'ambassade d'Allemagne a envoyé une note diplomatique à l'Italie, exhortant Rome à porter assistance aux exilés à bord du navire allemand Humanity 1, de l'ONG SOS Humanity. Parmi les 179 rescapés secourus par l'association se trouvent notamment 104 mineurs isolés. *“Beaucoup d'entre eux ont besoin de soins médicaux. Nous avons demandé au gouvernement italien de fournir de l'aide rapidement”*, a déclaré l'ambassade mercredi soir 2 novembre 2022. La semaine dernière, en réponse à une lettre envoyée par l'Italie accusant les navires humanitaires battant le pavillon allemand de ne pas respecter les réglementations nationales, l'ambassade allemande avait défendu les organisations civiles en Méditerranée qui *“apportent une contribution importante pour sauver des vies en Méditerranée”*. Le gouvernement italien exige notamment que **les pays dont sont issus les navires humanitaires s'engagent à accueillir une partie des migrants secourus**. *“Si un navire d'ONG bat pavillon, disons, allemand, l'équation est la suivante: soit l'Allemagne le reconnaît et elle le prend en charge, soit il devient un navire pirate”*, explique la Première ministre dans un livre qui doit paraître vendredi 4 novembre 2022. Le gouvernement s'est engagé à sévir contre les migrants par bateau venant d'Afrique du Nord vers l'Europe. Un député de l'opposition Aboubakar, qui était

présent lors du débarquement, **a critiqué la "sélection des migrants naufragés"**, qui, selon lui, viole le droit international. Pour lui, le gouvernement traite *"les naufragés, déjà épuisés par le froid, la fatigue, les traumatismes et la torture comme des objets"*. *"Si les naufragés restants sont rejetés, nous contesterons cette décision devant toutes les instances appropriées"*. Le **ministère norvégien des Affaires étrangères** a déclaré jeudi qu'il n'assumait **"aucune responsabilité"** pour les personnes secourues par des navires privés battant pavillon norvégien en Méditerranée.

Le **Rise Above**, de l'ONG Mission Lifetime, sous pavillon allemand, ainsi que l'**Ocean Viking** de SOS Méditerranée et le **Geo Barents**, enregistrés eux en Norvège, qui transportent au total 900 migrants, ont demandé, en vain, de pouvoir accoster en Italie. *"Ceux qui restent dans le navire recevront l'assistance nécessaire pour quitter les eaux territoriales"* italiennes, ont affirmé dimanche des sources proches du ministre des Transports dont dépendent les ports.

En 2022, les personnes sauvées par les ONG ne représentent que 16 % du nombre total des arrivées en Italie.

GEO BARENTS

Jeudi 27 octobre 2022, le navire est venu en aide à quatre embarcations de migrants en détresse dans les eaux maltaises. Au total, 268 personnes ont été secourues lors de ces opérations successives. Parmi les rescapés, tous partis des côtes libyennes, figurent trois femmes enceintes et 33 mineurs, le plus jeune d'entre eux est âgé de seulement onze mois. *"Les survivants sont épuisés et déshydratés. Certains d'entre eux ont passé trois jours en mer à s'occuper d'enfants terrifiés"*. *"Tout le monde est maintenant sain et sauf à bord du Geo Barents et pris en charge par l'équipage."* *"Sans la flotte civile qui sauve des vies, ces 268 survivants à bord du Geo Barents auraient été voués à la noyade en Méditerranée centrale"*. *"Chaque vie compte."* Le navire attend toujours depuis la désignation d'un port pour débarquer 572 rescapés secourus lors de nombreux sauvetages. Un sénateur démocrate, qui s'est rendu sur les navires humanitaires mouillant au large du port de Catane, a estimé quant à lui que *"la situation est tendue"* à bord. *"Sur les navires, la nervosité règne, les humanitaires calment les esprits. Beaucoup de migrants se sont déshabillés face à nous pour nous montrer des infections sur les parties intimes"*. Les exilés restés à bord ont peur d'être renvoyés en Libye. *"On les rassure là-dessus mais ils ont vraiment cette crainte"*

Le Geo Barents, enregistré en Norvège, a affirmé avoir été contacté par les autorités italiennes qui entendent *"évaluer les cas vulnérables"* parmi les 572 personnes secourues à bord. Dimanche soir 6 novembre 2022, a accosté, et les autorités italiennes ont autorisé 357 personnes à débarquer, dont des enfants, tout en refusant l'entrée à 215 autres. Lundi 7 novembre 2022, **3 migrants bloqués** dans le port de Catane **se sont jetés à l'eau** désespérant de pouvoir débarquer. Ils ont été rapidement récupérés. *"Après des jours et des jours à bord du navire, je devenais fou. J'avais l'impression que, à la fois, mon corps et mes rêves étaient en train de se briser. Je suis reconnaissant à l'équipage pour toute l'aide qu'ils nous procure mais je ne supportais plus cette situation"* dit un de ceux qui se sont jetés à la mer.

À bord du navire, l'équipage tente d'organiser des activités pour tenir les personnes occupées mais les démonstrations de détresse psychique se multiplient. *"Il y a des personnes qui pleurent, qui tombent par terre, qui se jettent à l'eau ou encore des gens qui arrêtent de manger, ou se mettent dans un coin et ne parlent plus à personne"*. La situation devient également plus compliquée à gérer pour l'équipage qui, lui aussi, commence à souffrir de la fatigue. *"L'équipe médicale est surtout là pour répondre aux urgences vitales. Mais, normalement, la partie santé mentale on ne la traite pas car on peut pas gérer la santé mentale de plus de 500 personnes sur un bateau"*. Finalement, mardi soir 8 novembre 2022, l'ONG Médecins sans frontières a annoncé le **débarquement de tous les migrants** restés à bord.

LE HUMANITY 1 (ANCIEN SEA WATCH 4)

Il est actuellement dans les eaux internationales au large de la Sicile, dans l'espoir de pouvoir y débarquer les 180 migrants à son bord, qui ont été secourus en l'espace de quatre jours. "Nous avons maintenant à bord un bébé de sept mois et plus de cent mineurs isolés, qui souffrent des pires conditions psychologiques". "Les survivants du deuxième sauvetage nous ont dit que, dans leur première nuit en mer, ils avaient perdu au moins six personnes», «ils présentent des signes de dissociation, des images intrusives, des pensées confuses et des insomnies." L'ONG a envoyé aux autorités italiennes et maltaises 11 demandes d'autorisation de débarquer les rescapés, sans réponse. Aucune autorisation n'a été accordée par les autorités italiennes depuis le 23 octobre 2022.

Le nouveau gouvernement italien a autorisé, dimanche 6 novembre 2022, le **débarquement des mineurs et d'autres migrants souffrant de problèmes médicaux**. Au total, 144 personnes ont débarqué du Humanity 1, au port de **Catane**, mais 35 sont restés à bord. Selon l'attachée de presse de SOS Humanité, ils "sont extrêmement déprimés". "Pour l'instant, nous restons ici et nous attendons", sans savoir si les autorités avaient décidé de donner l'ordre au bateau de partir. Le gouvernement a refusé de laisser débarquer 35 hommes adultes. Ces personnes sont "terrifiées à

L'Ocean Viking

Navire affrété par l'ONG

**SOS
MEDITERRANEE**

depuis le 4 août 2019.

Mission
Venir en aide aux migrants en difficulté en Méditerranée.



LE NAVIRE

Année de construction: 1986. **Fonction:** assistance en mer du Nord pour l'industrie pétrolière et gazière.

Longueur: 69,3 mètres.

Largeur: 15,5 mètres.

Pavillon: norvégien.

Équipements pour ses missions en Méditerranée

3 canots de sauvetage.

Module médical de 60 m² (avec 6 lits).

8 douches.

1 conteneur réfrigéré (pouvant servir de morgue).

Équipage

- 1 coordinateur de sauvetage + 1 adjoint.
- 11 marins-sauveteurs.
- 8 professionnels de santé (dont 1 médecin, 1 sage-femme et 1 infirmière).

Nombre de personnes secourues

7266*

Coût d'1 journée en mer

14 000€

*entre août 2019 et août 2022. Source: SOS Méditerranée.

VISACTU

L'«Ocean Viking», le navire de l'association SOS Méditerranée © Visactu

sûr, conformément au droit maritime. "Plus de 140 personnes ont dû être traitées pour mal de mer après deux jours passés à essuyer des tempêtes avec des vents extrêmement forts. Il y a aussi de nombreuses personnes qui souffrent d'infection des voies respiratoires". Mais ils attendent un port pour débarquer depuis plus le 23 octobre 2022. "Les blocages toujours plus importants auxquels sont

l'idée d'être renvoyées" en Libye. "Ce sont des demandeurs d'asile, ils sont à la recherche d'une protection. Ils sont en totale insécurité et ils ne savent pas ce qu'ils va leur arriver".

Un décret du gouvernement italien publié vendredi 24 novembre 2022, stipule que le navire n'a été autorisé à accoster que le temps nécessaire pour identifier les passagers en "situation d'urgence". Le capitaine du navire, a défié l'ordre de quitter le port, insistant lundi sur le fait que "toute personne secourue a le droit de débarquer dans un port sûr". "Je ne vais nulle part avec ces gens à bord". Des recours ont été déposés devant les tribunaux de Rome et de Catane lundi, a indiqué SOS Humanity.

OCEAN VIKING

Les jours précédant le jeudi 27 octobre 2022, il a enchaîné les sauvetages, et transporte actuellement 234 rescapés. "Ces femmes, ces hommes et ces enfants montrent des signes d'épuisement, de déshydratation et souffrent de multiples brûlures dues au carburant. Certaines personnes présentent des traces évidentes de torture et de violence subies en Libye." Ils doivent être débarqués rapidement en lieu

confrontés les navires de sauvetage dans cette zone maritime depuis 2018 sont discriminatoires et inacceptables". Au total, 144 personnes ont débarqué du Humanity 1, navire sous drapeau allemand, au port de Catane mais 35 sont restés à bord. Selon l'attachée de presse de SOS Humanité, ils "*sont extrêmement déprimés*". "*Pour l'instant, nous restons ici et nous attendons*", sans savoir si les autorités avaient décidé de donner l'ordre au bateau de partir.

Bloqué en mer depuis le 23 octobre 2022, il a demandé l'autorisation d'accoster en France. Or le ministre de l'Intérieur, a fait valoir le droit international sur la question. Ce dernier stipule qu'**il revient au port le plus proche d'accueillir le navire** dans pareil cas. Un port situé en Italie, dans ce cas précis.

RISE ABOVE

Les 89 exilés qui se trouvaient à bord du Rise Above, de l'ONG allemande Mission Lifeline, ont, eux, été autorisés à débarquer sur la terre ferme, mardi 8 novembre 2022, au port de Reggio de Calabre, dans le sud de l'Italie. Ils avaient passé une semaine en mer.

UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne a versé depuis 2015 **plus de 500 millions d'euros au gouvernement libyen** pour l'aider à freiner les départs de migrants vers l'Europe. Malgré les preuves de plus en plus nombreuses des cas de maltraitance envers des migrants en Libye, l'UE n'a pas cessé son aide financière au pays. Pire, l'Union a elle-même reconnu dans un rapport confidentiel remis en début 2022 que les autorités libyennes ont eu recours à une « *usage excessif de la force* » envers les migrants et que certaines interceptions en Méditerranée ont été menées à l'encontre de la réglementation internationale. L'an dernier, Amnesty international a accusé l'UE de « *complicité* » dans les atrocités commises sur le sol libyen à l'encontre des exilés. L'ONG, comme le fait l'ONU, exhorte régulièrement les États membres à "*suspendre leur coopération sur les migrations et les contrôles des frontières avec la Libye*". En vain.

FRONTEX

L'UE et la **Macédoine du Nord** ont signé un accord, mercredi 26 octobre 2022, concernant le déploiement d'agents de Frontex. La présidente de la Commission européenne a salué un accord "*qui renforce notre coopération sur le sujet de la migration*". Les responsables européens n'ont pas communiqué de détails sur ce déploiement, ni sur son calendrier. Les passages illégaux de migrants le long de la route des Balkans vers l'UE augmentent régulièrement depuis 2018. Dans cette région, plus de 105 000 franchissements de frontières illégaux ont été détectés par Frontex entre janvier et septembre 2022. Alors que sur l'ensemble de 2021, moins de 62 000 traversées illégales avaient été enregistrées. Frontex cherche à étendre sa présence dans les pays des Balkans qui partagent certaines de leurs frontières avec l'UE, comme la Macédoine du Nord, afin de réguler au mieux le flux de migrants. Dans cette même optique, Frontex a déjà conclu des accords avec l'Albanie, la Serbie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine. L'agence européenne a promis à ces quatre pays partenaires d'investir 350 millions d'euros dans la lutte contre l'immigration illégale entre 2021 et 2024. Soit une somme supérieure de 60% au budget initialement prévu. Les pratiques de l'agence suscitent par ailleurs régulièrement les inquiétudes. Ces derniers mois, un rapport de l'office européen de lutte anti-fraude avait accusé Frontex d'avoir dissimulé, entre le printemps et l'automne 2020, des refoulements de migrants en violation du droit international. Des faits que l'agence ne nie plus. Mi-octobre 2022, elle a reconnu de "*graves fautes de conduites*", assurant qu'elles avaient été commises par les dirigeants de Frontex d'alors.

LES MINEURS ISOLES ET LA DROGUE

Un rapport de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives étudie la consommation de drogues des jeunes non-reconnus comme mineurs par l'Etat français et pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance. Cette consommation commence, pour certains, dans leur pays d'origine. Cela peut s'expliquer par des conditions de vie précaires, mais aussi parce que certains y sont déjà piégés par des réseaux de prostitution ou de trafic. *"Certains jeunes sont alors initiés par les réseaux à l'usage de produits, afin de mettre en place une relation d'emprise permettant d'instrumentaliser ces mineurs à leur profit". "Le recours aux produits psychoactifs permet de se "donner du courage" ou de "supporter" un voyage souvent pénible".* Pour les mineurs isolés se retrouvant en errance sur le territoire français, l'alcool, le cannabis et les médicaments (principalement de la classe des benzodiazépines) sont les premières drogues consommées : *"Cela me permet de ne penser à rien, de ne pas penser à ma famille ni à mes problèmes (...) je n'ai plus mal au ventre ni au dos, j'arrive mieux à parler aux gens".* Les bénévoles des Midis du Mie ont déjà organisé l'hébergement de jeunes consommant certaines substances, notamment du cannabis, pour éviter que leur dépendance ne s'aggrave à la rue. D'autres fois aussi, *"des jeunes que l'on connaît sont dans des états trop avancés pour que l'on puisse faire quoi que ce soit. Dans ces cas-là, on tape à la porte des services spécialisés, notamment dans les hôpitaux".* Dans ces situations, l'isolement de ces jeunes est un facteur aggravant. *"Leur non prise en charge fait qu'ils sont exposés, comme des proies faciles. Ne serait-ce qu'à Paris, dans les lieux de distribution des Midis du Mie, "on a déjà vu des gens venir zoner autour, dans le but d'embrigader les jeunes dans leurs réseaux. Les bénévoles protègent beaucoup les jeunes de ça". "On forme les jeunes au fait qu'il n'y a pas que des personnes bienveillantes, qu'il y a aussi des adultes qui leur proposeront, contre quelques euros, de vendre des tickets de métro ou de la drogue".* Une fois pris dans les filets de réseaux criminels, certains peuvent se retrouver à commettre des actes de délinquance (vol, revente de drogue...). Des MNA ont ainsi décrit comment des *"adultes leur fournissaient des médicaments psychotropes et un hébergement en échange des biens qu'ils volent, tout en exerçant sur eux une emprise importante et des actes de violence"*. Parce qu'ils ont un effet désinhibant, ces médicaments psychotropes leur apportent par ailleurs *"un soutien dans l'accomplissement d'activités délictuelles génératrices de stress"*, note le rapport. Il est difficile de tisser un lien de confiance avec des jeunes dépendants. L'hôpital pourrait cependant être le lieu d'amorce d'un accompagnement, identifie le rapport, citant un éducateur spécialisé dans une consultation jeunes consommateurs : *"C'est en soignant les blessures que nous pouvons nouer les premiers contacts."*

LES PAYS EUROPEENS PRENNENT CONSCIENCE DU MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE NATIONALE

Parmi les mesures évoquées par la France pour la **prochaine loi « immigration »** figure la **création d'un titre de séjour** pour les sans-papiers qui sont déjà en France et qui veulent travailler dans les secteurs en pénurie de main-d'œuvre (voir article ci-dessus). De nombreux secteurs sont en recherche de main-d'œuvre et font déjà largement appel à des travailleurs étrangers, comme le BTP, la restauration, l'hôtellerie et l'agriculture. La création du titre de séjour "métiers en tension" s'inspire de la circulaire Valls (2012), qui permet aux migrants présents sur le sol français depuis plusieurs années et qui travaillent depuis plusieurs mois d'obtenir une carte de séjour. Les dossiers sont examinés au cas par cas. La procédure requiert un contrat de travail ou une promesse d'embauche. La durée du titre de séjour correspond à la durée du contrat de travail, ou sur un an renouvelable, en cas de CDI. Avec le titre de séjour "métiers en tension", un travailleur en situation irrégulière pourra demander lui-même sa régularisation, "sans passer par l'employeur", qui peut "trouver un intérêt" à le maintenir dans la clandestinité. Il n'est pas précisé si les sans-papiers devront présenter un contrat

de travail ou une promesse d'embauche. La création du titre de séjour "**métiers en tension**" "*permet de lutter contre des tas d'irrégularités et d'abus, comme le travail au noir ou les entreprises 'voyous' dont certaines ont fait un fonds de commerce de l'emploi de clandestins, ce qui constitue une concurrence déloyale pour les entreprises qui font les choses dans les règles*". "*Dans certains secteurs, les employeurs sont contents d'avoir des personnes en situation irrégulière pour moins bien les payer*". L'annonce du gouvernement est surtout symbolique. "*C'est plutôt pour donner une impulsion politique ou pour se positionner politiquement sur la question*". "*On n'a peut-être pas besoin d'une loi pour régulariser les sans-papiers*", le véritable "*problème en France, c'est qu'on attend des mois, parfois des années pour avoir une réponse de la préfecture sur des papiers*". Une politologue salue une mesure "*rationnelle*", espère que "*ce nouveau titre de séjour pourra inciter les gens à ne pas demander l'asile, sachant qu'ils pourront candidater pour une migration de travail*" et ainsi "*désengorger le système de l'asile*" en France. Avec cette mesure, soutenue par les organisations patronales comme le Medef mais décriée par la droite et l'extrême droite, la France se tourne vers une politique d'"*immigration choisie*" ou plus précisément de "*régulation choisie*", "*au compte-gouttes, pas massive*". Pour l'heure, le gouvernement n'a pas précisé s'il envisageait de sélectionner de nouveaux arrivants en fonction des besoins dans l'économie. Quoiqu'il en soit, la création d'un titre de séjour "**métiers en tension**" rappelle la politique défendue par Nicolas Sarkozy quand il était président. Il avait proposé des quotas d'immigration, avant d'y renoncer.

"Dans les pays européens, il y a une prise de conscience du manque de main-d'œuvre fournie par les citoyens nationaux et de la nécessité de s'ouvrir à l'immigration de travail. C'est un bon signe, parce que ça permettra à un certain nombre de gens de travailler légalement en Europe", affirme une spécialiste des politiques migratoires.

L'**Allemagne** se rêve en "*pays d'immigration moderne*", selon le chancelier. "*L'Allemagne a opéré un changement de sa politique d'immigration depuis l'arrivée d'Olaf Scholz au pouvoir*", en assumant son statut de pays d'immigration. En arrivant au pouvoir, la coalition (SPD, Verts et FDP) a ainsi promis d'**attirer chaque année 400 000 travailleurs qualifiés**. En juin, elle a approuvé un plan permettant aux immigrés "*tolérés*", c'est-à-dire, bien intégrés, sans titre de séjour et acceptés sur le territoire, d'avoir un accès plus simplifié aux cours d'intégration et de langue professionnels. Une autre réforme, dévoilée en juillet 2022, **autorise les étrangers** à venir en Allemagne s'ils peuvent fournir la preuve d'une **expérience professionnelle et un contrat de travail** dans le pays. Enfin, l'Allemagne s'apprête à mettre en place un système à points pour attirer une main d'œuvre qualifiée. Un dispositif qui s'inspire du modèle canadien et de son système de visa incluant des critères linguistiques, de compétences, d'expérience.

L'Italie, qui s'inquiète du vieillissement rapide de sa population, recourt massivement à la population immigrée, notamment pour les emplois peu qualifiés dans le secteur agricole, le BTP ou encore l'hôtellerie-restauration. "*des femmes qui travaillent dans les maisons de personnes âgées en Italie*" bénéficient d'un **titre de séjour spécifique**. "*En Italie, est-ce que ça protège complètement les employés ? Ça reste quand même des métiers très mal payés donc ça ne règle pas tous les problèmes*". Cette politique d'"*immigration choisie*" pourrait être remise en cause par la nouvelle présidente du conseil qui se positionne ouvertement contre l'immigration.

"LA POLITIQUE MIGRATOIRE EUROPEENNE EST A LA FOIS FRILEUSE ET LACHE, VOIRE CRIMINELLE"

Dix-sept auteurs publient jeudi 3 novembre 2022, aux éditions Folio, le recueil de nouvelles inédites "**SOS Méditerranée, Les écrivains s'engagent**". Un livre caritatif dans lequel chacun, avec ses mots, s'exprime sur ces traversées dans des embarcations de fortune souvent meurtrières. Entretien avec Jean-Marie Laclavetine.

"L'idée, c'était de faire connaître davantage l'action de SOS Méditerranée et de le faire par le biais de l'écriture de textes par des écrivains reconnus qui se sont déjà engagés publiquement sur cette question de la migration, car c'est un sujet qui me paraît crucial, essentiel pour nos démocraties. Il interroge : 'Jusqu'où est-on prêt à défendre nos valeurs démocratiques ?

Actuellement, la Méditerranée est en train de devenir un cimetière. Nous acceptons cela, nous, pays européens, notamment en bafouant quotidiennement les règles immémoriales du droit maritime. Quand une personne est en danger en mer, on a le devoir de la sauver et de la ramener dans un lieu sûr. C'est écrit dans toutes les conventions internationales et nous ne les respectons pas. Nous laissons mourir des gens pour éviter qu'ils entrent chez nous. SOS Méditerranée sauve non seulement des migrants, mais elle sauve notre honneur aussi. Il faut que nous acceptions de voir que la planète est en train de changer. Que les gens circulent, c'est un droit. La planète est à tout le monde et nous, nous nous considérons comme propriétaires de notre petit territoire. Mais en réalité, il va bien falloir s'adapter aux changements énormes qui sont en train de se produire, notamment à cause des changements climatiques. Les gens ne pourront pas rester chez eux dans certains pays et il faut accepter ces mouvements et tenter de les gérer de façon humaine. Il ne s'agit pas d'écrire des textes militants. D'ailleurs, il n'y a pas de texte théorique dans ce recueil. Il y a des témoignages... Certains ont rencontré des sauveteurs de SOS Méditerranée et racontent leur action. D'autres encore ont écrit des fictions, simplement parce que c'est ce que les écrivains savent faire, raconter des histoires. Et les histoires ne connaissent pas les frontières, elles circulent. Et c'est ce que peut faire la littérature : offrir à tout le monde un territoire libéré des pressions égocentriques et libéré des frontières... Les populismes et les régimes proches de l'extrême droite sont en train de s'installer un peu partout pour mener une politique inhumaine. Par exemple, la façon dont nous utilisons les pays périphériques pour gérer notre problème est vraiment honteux. Quand on sait ce qu'il se passe en Libye, où les migrants sont soumis à des conditions de vie atroces, de l'esclavage, où le viol et la torture sont quotidiens. Nous utilisons ce pays, la Libye parmi d'autres, pour contenir cette vague migratoire qui nous fait peur de façon très irrationnelle. Il y a un cynisme absolu des pouvoirs politiques sur cette question. Je trouve la politique migratoire européenne actuelle, à la fois frileuse et même lâche, voire criminelle. Parce que ce sont des milliers de gens qui meurent en Méditerranée et nous le savons. Autrefois, il y avait un mur qui était le mur de Berlin et qui représentait la honte absolue. Or, ce mur, il a vu mourir moins de 100 personnes qui ont tenté de le franchir. En Méditerranée, ce sont des milliers de gens qui meurent. Des femmes, des enfants... Des gens qui n'ont commis aucun crime, qui ont simplement l'espoir d'avoir une vie meilleure et qui fuient la misère. Et cette politique de la forteresse européenne, les générations futures la condamneront et la jugeront très, très sévèrement, comme elle le mérite.""

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20221102-migrants-la-politique-migratoire-europ%C3%A9enne-est-%C3%A0-la-fois-frileuse-et-%C3%A2che-voire-criminelle>

LES EMIGRES DE L'OCEAN VIKING

UN APPEL POUR LES RESCAPES BLOQUES EN MER

Un appel signé par une vingtaine d'organisations – dont Emmaüs, Oxfam, action contre la faim - demande l'autorisation immédiate de débarquer 573 personnes sauvées du naufrage en Méditerranée (voir ci-dessus). L'Italie et Malte refusent d'accueillir ces migrants. Les organisations signataires demandent donc à la **Commission Européenne** d'intervenir "*afin qu'un lieu sûr soit assigné immédiatement.*" Et que des **discussions soient entamées au niveau européen** et appellent les états membres côtiers de la méditerranée "*à respecter leurs obligations au regard du droit international*".

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/sos-mediterranee-nouvel-appel-au-secours-de-20-ong-pour-573-rescapes-bloques-en-mer-2650340.html>

EMIGRES DEBARQUANT EN ITALIE

Dans un communiqué, l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) "continuent d'exhorter les gouvernements européens à offrir rapidement un lieu sûr et autoriser le débarquement immédiat de près de 600 personnes restant sur les navires des ONG".

<https://diasporaenligne.net/actualites-en-sicile-des-migrants-desesperant-de-pouvoir-debarquer-se-jettent-a-leau/>

QUE RISQUE L'ITALIE EN N'AUTORISANT PAS LE DEBARQUEMENT DE MIGRANTS RESCAPES EN MER ?

L'Italie crée la polémique pour son traitement des migrants sauvés en mer. Les autorités italiennes, ont fait la sourde oreille à l'Océan Viking, navire humanitaire affrété par SOS Méditerranée, qui cherchait à débarquer 234 rescapés exténués dans un port sûr. Faute de mieux, le bateau, jusque-là au large de la Sicile, a repris la mer mercredi 9 novembre, cette fois-ci vers la France. Après des jours de blocage, les bateaux Geo Barents et Humanity 1 ont, quant à eux, finalement reçu l'autorisation de débarquer les derniers naufragés retenus à bord, dans le port de Catane, en Sicile. Rome avait auparavant appliqué des décrets interdisant à ces deux navires de *"s'arrêter dans les eaux territoriales italiennes, au-delà du délai nécessaire pour assurer les opérations de secours et d'assistance aux personnes en situation d'urgence et de santé précaire"*. Les migrants considérés comme vulnérables avaient pu mettre le pied à terre, mais des centaines d'autres étaient restés à bord, à quai.

En Italie, cette situation a suscité la polémique. *"Ces décrets sont manifestement illégitimes car ils violent de nombreuses normes du droit international et national"*, a estimé, mardi 8 novembre 2022, l'association d'études juridiques sur l'immigration (ASGI). Le patron du Parti démocrate (principale formation de gauche), a de son côté accusé le gouvernement de violer les traités internationaux. Les pays européens ont, eux aussi, réagi à ce qui est considéré comme une attitude *"inacceptable"* de l'Italie. En France, notamment, le porte-parole du gouvernement Olivier Véran a demandé, mercredi 9 novembre 2022, à Rome de *"jouer son rôle"* et de *"respecter ses engagements européens"*, en accueillant le navire Ocean Viking. Mais de quels engagements parle-t-on concrètement ? Plusieurs conventions maritimes régissent les opérations de sauvetage en mer et les procédures de débarquement des rescapés qui s'en suivent. Sauver les vies de personnes en détresse en mer est d'ailleurs une obligation, selon la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, dite SOLAS.

La convention sur la recherche et le sauvetage maritimes (SAR), adoptée en 1979 et entrée en vigueur en 1985, grave, pour sa part, dans le marbre le fait que toute personne en détresse doit recevoir une assistance, sans considération de sa nationalité ou de son statut. Pour ce faire, tous les États parties, c'est-à-dire signataires - dont l'Italie -, doivent coordonner leurs services de recherche et de sauvetage. Or, selon l'ASGI et les ONG concernées, un sauvetage ne peut être considéré comme terminé avant que tous les rescapés n'aient été débarqués dans un port sûr.

La convention SAR prévoit par ailleurs que *"les parties assurent la coordination et la coopération nécessaires pour que les capitaines de navires (...) s'écartent le moins possible de la route prévue"*. Des amendements aux conventions SOLAS et SAR prévoient, eux, qu'un débarquement soit organisé dans les délais les plus rapides possibles. C'est-à-dire, dans le port sûr le plus proche. En l'occurrence, en Italie.

Mais au-delà de l'aspect théorique de ces accords, **violier ces conventions n'a que peu de conséquence dans les faits**, explique un avocat spécialisé en droit international de la mer. *"Il n'y a à peu près aucune chance que l'Italie soit sanctionnée pour ce genre de comportement. Seul l'État est souverain. C'est lui qui décide de la norme et de l'application de la norme. Il peut y avoir des pressions politiques de la part de partenaires européens mais on ne peut pas obliger un État à respecter ces conventions."* Il pointe ainsi la logique *"contractuelle"* de ces conventions et l'absence d'organe régulateur. *"En matière de droit international, il n'y a pas d'organisme supra-étatique qui soit en mesure de sanctionner un État."* *"Il y aurait éventuellement la Cour internationale de justice, mais il faudrait qu'elle soit saisie par un autre État. Et les autres États n'ont aucun intérêt à le faire et à établir un précédent car il se pourrait qu'ils soient, eux-mêmes, remis en cause pour leurs turpitudes dans ce domaine."* Au-delà du droit maritime, l'ASGI estime que l'Italie - en gardant des personnes à bord à quai - a violé d'autres traités, notamment la Convention de Genève. *"Le devoir de secourir les survivants à bord du navire et leur séjour à bord ne peut pas être considéré comme rempli, puisque ces personnes ont, parmi de nombreux autres droits, celui de demander la protection"*

internationale conformément à la convention de Genève de 1951. Une opération qui ne peut certainement pas être effectuée sur le navire". L'ASGI fait également référence à une résolution du Conseil de l'Europe datée de 2011 selon laquelle "la notion de 'lieu sûr' ne peut se limiter à la seule protection physique des personnes mais inclut nécessairement le respect de leurs droits fondamentaux". La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ainsi que la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) interdisent, pour leur part, les expulsions collectives, pointe encore l'ASGI, estimant que c'est ce que l'Italie a tenté de faire en demandant notamment au Humanity 1 de reprendre la mer avec 35 migrants encore à bord. L'Italie avait déjà été condamnée en 2012 par la CEDH pour une "forme de rejet collectif". La Cour s'était à l'époque penchée sur le sort réservé, deux ans plus tôt, à 24 personnes originaires d'Érythrée et de Somalie qui avaient été interceptées par les autorités italiennes et forcées à retourner en Libye, leur point de départ. Dans son jugement, la juridiction avait estimé que Rome avait bafoué des principes relatifs aux droits humains.

L'OCEAN VIKING FAIT CAP VERS LA FRANCE

Le cauchemar des 234 migrants à bord de l'Ocean Viking se prolonge. *"Le nouveau gouvernement élu (...) n'a pas attribué de lieu sûr malgré nos nombreuses demandes officielles",* indique l'ONG qui a lancé **plus de 20 demandes** aux pays précédemment cités, sans compter Malte *"Il est inexplicable qu'aucune solution n'ait pu être trouvée à ce jour",* s'indigne SOS Méditerranée. *"Après avoir attendu si longtemps une réponse aux multiples demandes de lieu sûr, les rescapés perdent les dernières lueurs d'espoir et l'incroyable résilience dont ils ont fait preuve jusqu'à présent".* Certains migrants sont à bord depuis presque trois semaines. Les rescapés ont vu, mercredi 9 novembre 2022, les côtes de la Sicile s'éloigner sans rien pouvoir faire. Le bateau de SOS Méditerranée, qui se trouvait dans les eaux internationales proches de l'Italie, a dû changer de cap *"face au silence de l'Italie" et "parce que la situation devenait critique à bord".* Le navire, qui a fait une demande à la France lundi soir, était en route, mardi, vers la Corse, bien que les autorités françaises n'aient donné aucune réponse. *"Nous allons longer la Sardaigne en chemin, il reste un espoir que l'Italie se manifeste".* **Madrid a répondu négativement.** Silence radio du côté de Paris et d'Athènes. Les services de la nouvelle Première ministre italienne ont fait savoir, mardi, « *Nous voulons dire à quel point nous apprécions la décision de la France de prendre sa part de responsabilité face à l'urgence migratoire, qui jusqu'à présent reposait sur les épaules de l'Italie et de quelques autres pays méditerranéens, en ouvrant ses ports au navire 'Ocean Viking', ce qui est faux.* Paris, qui a démenti dans la foulée, a dénoncé le refus "inacceptable" de Rome de laisser accoster l'Ocean Viking. *"Il nous reste encore quelques heures de discussions",* avant l'arrivée possible du bateau dans les eaux françaises *"et, en tout état de cause, nous en sommes encore à cette étape-là",* a fait savoir, mercredi matin, le porte-parole du gouvernement français, promettant néanmoins que *"personne ne laissera ce bateau courir le moindre risque, à l'évidence pour les personnes qui sont à bord".* « *Nous attendons autre chose d'un pays qui est aujourd'hui le premier bénéficiaire du mécanisme de solidarité européen* ».

Pourquoi l'Ocean Viking n'a pas été autorisé, au même titre que les autres, à débarquer ses passagers ? *"Le Humanity 1 et le Geo Barents ont eu besoin de s'abriter dans les eaux italiennes au moment d'une tempête sur la zone vendredi et samedi. Ils ont fait une demande aux autorités italiennes qui ont accepté l'entrée dans leurs eaux",* affirme SOS Méditerranée. Les deux navires ont peut-être été "piégés" par l'Italie et on peut craindre que ces navires ne soient bloqués à quai par l'Italie. L'Ocean Viking est resté dans les eaux internationales. *"Notre bateau est capable d'abriter les personnes à l'intérieur; donc nous avons pu tenir en dehors des eaux italiennes malgré la tempête",* précise la responsable de SOS méditerranée, qui espéraient un dénouement diplomatique. *"Notre changement de cap pour la France doit rester exceptionnel face à une situation d'urgence".*

Diverses réactions de la classe politique :

Accueillir le bateau Ocean Viking en France est une « *urgence humanitaire* » pour certains, une « *erreur* » pour d'autres: gauche et droite étaient divisées mercredi 9 novembre 2022 sur la situation du navire. « *C'est la mise devant le fait accompli* », a déclaré le président du

Rassemblement national Jordan Bardella, à propos de ce bateau de l'ONG SOS Méditerranée qui se dirige vers la Corse. « *Avec nous l'Ocean Viking, comme l'Aquarius en 2018, ne pourrait pas accoster sur les côtes françaises* », a-t-il ajouté devant la presse. Pour lui, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a eu raison de refuser d'accueillir l'Ocean Viking et de renvoyer le navire vers la France car « *Emmanuel Macron veut accueillir tout le monde* ».

« *Ce serait une faute, une erreur* » d'accueillir ce bateau dans un port français, a estimé de son côté Éric Ciotti (LR). « *Ce serait donner un signe pour les passeurs qui exploitent la détresse humaine* », a-t-il ajouté, soucieux de « *sauver* » les personnes à bord, mais qui devront selon lui ensuite être reconduites à leur point de départ.

« *Il y a urgence à venir en aide aux personnes rescapées qui sont en mer et qui ont déjà subi différents traumatismes* », a à l'inverse déclaré le député de **La France insoumise**, Carlos Martens Bilongo, lors d'une conférence de presse de la Nupes pour lancer un « *appel solennel au président de la République* » à accueillir les 234 migrants sur le sol français. Selon lui, une épidémie de grippe a atteint « *toutes les personnes à bord* ». « *Nous souhaitons que cessent les enfantillages dramatiques et criminels entre gouvernements européens qui semblent se renvoyer une balle, là où on parle de vies humaines* », a de son côté commenté le député **PS** Benjamin Lucas.

Le président du **groupe Modem** à l'Assemblée, Jean-Paul Mattei, qui appartient à la majorité présidentielle, s'est dit prêt à « *regarder avec une certaine ouverture d'esprit* » la proposition du président de l'exécutif corse Gilles Simeoni d'accueillir l'Ocean Viking sur l'île de Beauté. « *À cas exceptionnel, condition exceptionnelle* », a-t-il ajouté devant la presse parlementaire.

Jeudi 10 novembre 2022, jeudi, la Première ministre française a donné son feu vert pour une opération de sauvetage à proximité de la Corse. Quatre des passagers ont été hélitreuillés vers les côtes françaises, il s'agit de trois migrants et d'un accompagnant. Le navire humanitaire de l'ONG européenne avait demandé dans la matinée l'évacuation sanitaire en urgence de ces passagers. Ils sont "*dans un état de santé grave et ont besoin d'une prise en charge hospitalière*". "*L'un des patients est instable et ne réagit pas aux soins prodigués à bord depuis le 27 octobre. Les deux autres ont subi des blessures en Libye qui, en raison du long délai de traitement, risquent maintenant d'avoir des conséquences négatives à long terme*". Un hélicoptère de l'armée de l'air avec une équipe médicale à bord a décollé vers 11 h 00 de la base de Solenzara en Corse pour aller récupérer les patients près du navire. Ces derniers "*devraient être évacués vers l'hôpital de Bastia*" où la cellule d'urgence médico-psychologique a été déclenchée.

Jeudi 10 novembre 2022, le ministre de l'Intérieur, a déclaré **que la France va accueillir, dans le port militaire à Toulon le bateau humanitaire**, vendredi matin 11 novembre 2022. "*J'ai bien précisé, à la demande du président de la République, que c'est à titre exceptionnel que nous accueillons ce bateau, au vu des quinze jours d'attente en mer que les autorités italiennes ont fait subir aux passagers*". "Un tiers" des passagers migrants seront "relocalisés" en France. "*Les personnes ne relevant pas du droit au séjour et de l'asile sur notre territoire feront l'objet de procédure d'éloignement sans délais*", assure Gérard Darmanin, qui annonce que l'Allemagne s'est engagée à accueillir un tiers des naufragés qui remplissent les conditions pour bénéficier de l'asile ou d'un titre de séjour. D'autres Etats européens "*sont actuellement en train de nous faire part du nombre de personnes qu'ils souhaitent accueillir sur leur sol*". Le ministre de l'intérieur a dénoncé le "*comportement inacceptable*" de l'Italie, qui a refusé d'accueillir le navire humanitaire, "*L'Italie a été très inhumaine*". L'Italie a "*pris le parti de ne pas se comporter comme un Etat européen responsable*", a-t-il affirmé, notant que la France "*tirera les conséquences*" de l'attitude italienne sur les autres aspects de sa "*relation bilatérale*". Il a annoncé la suspension "à effet immédiat" de l'accueil prévu de 3 500 migrants actuellement en Italie

"*La situation de l'Ocean Viking montre qu'il est urgent que les Etats européens mettent en place un mécanisme de répartition pérenne*" pour les migrants sauvés en Méditerranée, a insisté la directrice de SOS Méditerranée.

À partir de vendredi 11 novembre 2022, à 8h50, les personnes ont commencé à débarquer et *"ne pourront pas sortir du centre administratif où on va les mettre et ne seront donc pas techniquement sur le sol français"*. SOS Méditerranée a dit éprouver un *"mélange de soulagement et de colère"*. *"Il y a beaucoup d'émotion à bord, tout le monde est très, très, fatigué mais soulagé d'arriver à terre, c'est la fin d'un calvaire"*. *"Le débarquement commencera d'abord par les personnes présentant des vulnérabilités particulières établies par le médecin français (qui est monté à bord), puis les femmes, les enfants et les familles"*. Toutes ces personnes, qui viennent de différents pays dont certains en guerre comme la Syrie, ont été immédiatement placées dans une "zone d'attente international" dans la presqu'île de Giens et font l'objet d'un suivi sanitaire, puis de contrôles de sécurité des services de renseignement, avant d'être entendus par l'Office français de protection des réfugiés (Ofpra), qui attribue, ou non, le statut de réfugié. *"L'Ofpra a prévu de mobiliser dès ce week-end seize agents pouvant réaliser jusqu'à 90 entretiens par jour"*. Difficile pour des migrants tout juste arrivés après plusieurs semaines d'errance en mer, et parfois la perte de leurs papiers d'identité lors des naufrages, de prouver le fondement de leur demande lors d'un entretien de quelques minutes. Selon l'Anafé *"En théorie, l'examen du caractère manifestement infondé ou non d'une demande d'asile ne devrait consister à vérifier que de façon sommaire si les motifs invoqués par le demandeur correspondent à un besoin de protection"*.

Ceux qui ne seront pas acceptés comme réfugiés seront reconduits dans leur pays d'origine. Le ministère de l'Intérieur affirme que des contacts ont déjà été pris avec les pays d'origine de ces rescapés : Bangladesh, Érythrée, Syrie, Égypte, Pakistan et Mali. Par ailleurs, Si une personne se voit refuser l'entrée sur le territoire par le ministère de l'Intérieur, un recours juridique est possible. Il s'agit du recours contre le refus d'admission sur le territoire au titre de l'asile à déposer dans un délai de 48 heures à compter de la notification de la décision de refus prise par le ministère de l'Intérieur *"Nous avons des doutes sur le fait que les autorités françaises puissent expulser rapidement"*, dit la directrice de l'Anafé, *"car il faut que la personne soit détentrice d'un passeport et d'un laissez-passer consulaire"*. Or ce document doit être délivré par le pays d'origine et cela prend du temps car certains pays tardent à l'octroyer. Ceux qui seront acceptés : 1/3 resteront en France, 1/3 tiers des personnes seront relocalisé en Allemagne et 1/3 dans neuf pays : le Luxembourg, la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, la Lituanie, Malte, le Portugal et l'Irlande.

La « zone d'attente international » de la presqu'île de Giens accueille les rescapés, qui peuvent y être maintenus 26 jours au maximum d'après la loi française. Pour l'Anafé, c'est *"un système d'enfermement de privation de liberté et non d'accueil, qui pose question quant aux conséquences sur des personnes vulnérables"*. La Cimade s'inquiète de ne pas avoir accès aux personnes retenues dans la zone d'attente. L'entrée leur a été refusée. De plus les mineurs non accompagnés ne doivent pas être placés dans ces zones d'attente, or 42 jeunes dans ce cas se trouvaient à bord de l'Océan Viking selon SOS Méditerranée. Selon le ministre de l'intérieur, les mineurs auront droit à l' Aide Sociale à l'Enfance.

Bien que les bateaux n'accostent pas sur les côtes françaises, la **France reste "le deuxième pays, derrière l'Allemagne, à accueillir le plus de demandeurs d'asile en Europe"**. Le 10 juin 2022, sous la présidence française, une majorité des États membres de l'Union européenne ont adopté une réforme de la politique migratoire européenne destinée à aider les États dits "de première entrée". Le **"mécanisme volontaire de solidarité"**, prévoit de répartir dans d'autres pays les demandeurs d'asile. L'objectif est d'arriver à 8 000 relocalisations la première année. Parmi eux, la France, l'Allemagne et le Luxembourg.

<https://www.lindependant.fr/2022/11/10/le-navire-ocean-viking-avec-234-migrants-a-son-bord-va-pouvoir-accoster-a-toulon-10794363.php>

https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/naufrage-a-lampedusa/ocean-viking-pourquoi-les-bateaux-de-sauvetage-de-migrants-en-mediterranee-n-accostent-jamais-en-france_5467051.html

ALLEMAGNE

Cottbus, ville de 100 000 habitants, située dans l'est de l'Allemagne, dispose encore de places d'hébergement, notamment parce que les réfugiés ukrainiens vivent dans leurs propres logements, et non dans des structures d'accueil, mais le plus grand défi reste ainsi l'accès pour les réfugiés à l'éducation et aux soins de santé. La ville manque aussi d'interprètes et de personnel et dépend de la générosité des bénévoles. Environ 1 500 des ukrainiens s'y sont installés, dont un tiers en âge d'aller à l'école. Près de 500 enfants et adolescents ont ainsi dû être rapidement intégrés dans le système scolaire allemand. Les responsables de la ville appellent au soutien financier de la région et du gouvernement fédéral. **La ville a annoncé ne plus accepter de réfugiés** si la politique de répartition ne devenait pas plus "équitable". En effet, 12 des 16 régions allemandes ont affirmé être arrivées au bout leurs capacités d'accueil. Elle a également mis en cause la mauvaise coordination au niveau de l'Union européenne, qui reste depuis des années divisée sur la question de la répartition des réfugiés entre les Etats membres : la Pologne et l'Allemagne ont chacune accueillie plus d'un million de personnes en provenance d'Ukraine, contre près de 100 000 pour la France, deuxième pays de l'UE en termes de population et de PIB. *"Nous avons déjà accueilli plus de réfugiés que lors de l'année record de 2015"*, a déclaré le président de l'Initiative européenne de stabilité, un groupe de réflexion. Selon lui, *"l'un des objectifs des dirigeants russes est de cibler les infrastructures critiques et les civils pour pousser davantage de personnes à fuir."*

L'Allemagne a admis au moins 26 000 Afghans depuis la chute de Kaboul et le retour au pouvoir des Taliban en août 2021. Mi-octobre 2022, le gouvernement a lancé un nouveau programme fédéral d'admission qui prévoit **l'évacuation vers l'Allemagne d'un millier d'Afghans vulnérables tous les mois**. Il vise à protéger **les professionnels des médias et les militants des droits de l'Homme**. Il s'adresse également aux personnes travaillant dans le domaine de **la justice**, au sein de **la police** ou encore dans **la politique**, et qui sont en danger depuis la prise du pouvoir par les Taliban. Toutefois, ces personnes jugées vulnérables ne peuvent pas directement demander à être admises dans ce programme. Les candidats sont sélectionnés et proposés par des ONG telles que RSF et Kabul Luftbrücke. Selon la diplomatie allemande, la pression pour quitter l'Afghanistan est *"très forte et il arrive que des personnes donnent de fausses informations ou présentent de faux documents"*. C'est l'une des raisons affichées pour lesquelles Berlin *"veut faire appel aux connaissances spécialisées des organisations de la société civile qui ont travaillé en Afghanistan ou qui connaissent particulièrement bien le groupe de personnes à évacuer."* Quelques semaines à peine après le lancement le nombre de candidatures a explosé. Ce sont des dizaines de milliers de demandes qui sont arrivées par divers journaux, ONG, etc. Le ministère allemand des Affaires étrangères indique que le nombre de demandes de renseignements sur le programme d'admission se situe **"dans une fourchette à cinq chiffres"**. RSF reproche au gouvernement allemand d'avoir créé ce chaos par manque d'anticipation et de préparation lors du lancement du programme. Au 17 octobre, il n'existait toujours pas de numéro vert ou de formulaire de demandes d'informations officiel et centralisé. *"Les personnes concernées ont d'abord cherché en vain des informations en dari ou en pachto sur le site internet spécialement créé pour le programme par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur"*, indique le communiqué de RSF. L'organisation ajoute que le site n'était *"initialement disponible qu'en allemand, pas même en anglais. De plus, le site manque de clarté et reste vague là où il devrait être pertinent pour les personnes concernées."* RSF a ainsi appelé à la mise en place d'un système qui centralise les informations et les demandes. Le programme a également été critiqué par le groupe de défense des réfugiés et des demandeurs d'asile Pro Asyl et par le parti de gauche Die Linke, qui le jugent trop restrictif. Le directeur de Pro Asyl a déclaré que la procédure à suivre pour obtenir un statut de protection dans le cadre du programme était trop compliquée et créait un *"effort bureaucratique fou"*.

BULGARIE

Un policier bulgare, qui patrouillait à la frontière avec la Turquie dans un contexte de forte pression migratoire, a été **tué** lundi soir 7 novembre 2022, **par des tirs venus du territoire turc**,

a annoncé ce mardi 18 novembre 2022 le gouvernement bulgare. L'homme âgé de 30 ans, muni d'une lampe torche, était descendu de son véhicule près du village de Golyam Derwent après avoir remarqué un endroit endommagé de la clôture en barbelés qui couvre la quasi-totalité de la frontière de 259 km. « *Des tirs ont alors fusé et il est mort sur le coup* », tué d'une balle dans la tête, a déclaré le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, après une visite sur les lieux. Un militaire qui accompagnait le policier « a réussi à se mettre à l'abri derrière la voiture », a-t-il précisé. Selon le récit du soldat, 10 à 15 coups de feu ont été tirés à travers la barrière alors qu'un groupe de migrants et de passeurs prenaient la fuite. « *Il s'agit d'un acte sans précédent, la première attaque à arme à feu depuis des années* » contre les forces de l'ordre, a réagi le ministre de l'Intérieur. « *Nous avons reçu des garanties des autorités turques que (les coupables) seraient localisés et renvoyés devant la justice* », a-t-il dit, ajoutant que les policiers seraient désormais dotés d'armes plus puissantes pour se défendre. La Commission européenne, qui s'est dite « *choquée et attristée* », a indiqué mardi 8 novembre 2022 qu'Europol, agence de l'UE pour la coopération policière, était « en contact avec les autorités bulgares pour apporter un soutien total à l'enquête ». La Bulgarie avait déjà renforcé les mesures et envoyé des troupes supplémentaires à la frontière après la mort de deux policiers percutés par un autocar transportant des migrants, fin août 2022 dans la ville de Bourgas sur la mer Noire.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/migrants-un-policier-bulgare-tue-lors-d-une-patrouille-a-la-frontiere-avec-la-turquie-8d2860c4-5f63-11ed-a35d-20354ea697f9>

CHYPRE

Le camp pour demandeurs d'asile de Pournara, en périphérie de la capitale chypriote Nicosie, a été le théâtre d'affrontements ayant débouché sur un incendie, vendredi 28 octobre 2022 dans la matinée. Sur des images amateur tournées vendredi d'épaisses colonnes de fumée noire s'élèvent de plusieurs zones et des hommes, dont certains sont munis de barres de fer, déambulent dans les allées de ce centre surpeuplé. "Plusieurs tentes ont été brûlées" et une personne a été hospitalisée, a précisé la police, ajoutant que la situation s'était calmée quelques heures plus tard. Les heurts ont éclaté lorsque deux groupes d'exilés de nationalités différentes se sont jetés des pierres et d'autres objets. Ces affrontements ont opposé des Congolais et des Nigériens, les deux principaux contingents de demandeurs d'asile sur l'île méditerranéenne, suivis par les Syriens. La police chypriote a annoncé avoir tiré des grenades lacrymogènes. Elle a par ailleurs assuré avoir renforcé ses effectifs aux abords du centre. En réaction aux heurts et aux flammes, des dizaines de migrants hébergés ont, dans un premier temps, fui Pournara vendredi, en emportant leurs affaires. Quelques heures plus tard, la situation était rentrée dans l'ordre. "Il y a maintenant du calme, les gens sont retournés au camp de Pournara", a affirmé, lundi 31 octobre 2022, un migrant résidant à Ayia Napa, à environ 80 km de Nicosie, mais qui est en relation avec des migrants sur place. Des incidents de ce type ont déjà eu lieu par le passé dans ce camp décrit comme un "cauchemar" par ceux qui y vivent. Créé fin 2019 pour faire face à l'afflux de demandeurs d'asile, le camp de Pournara a rapidement atteint ses limites. Doté de 800 places, il accueille désormais plus du double de migrants. En lieu et place des containers initiaux, la quasi-totalité d'entre eux dorment désormais sous des tentes installées en urgence. Prévues pour six personnes, les migrants s'y entassent parfois à 18. Cette surpopulation amène des problèmes de violences récurrents. "Quand je vivais à Pournara, il y avait tout le temps des échauffourées et des bagarres", raconte un demandeur d'asile camerounais de 30 ans qui a vécu dans le centre pendant quatre mois en 2020. "Il n'y a pas assez de sécurité, et pas assez de personnel tout court dans ce centre. On est livrés à nous-mêmes", poursuit-il, décrivant un endroit insalubre où les migrants n'ont pas accès aux toilettes, aux douches et à la nourriture en quantité suffisante. Les demandeurs d'asile passent des semaines ou des mois à Pournara, en attendant l'enregistrement de leur demande. Une fois cette étape achevée, ils doivent quitter le camp et se retrouvent souvent sans solution d'hébergement. Deux jours avant les heurts de vendredi, le camerounais avait organisé une manifestation dans le centre de Nicosie, où il vit à présent, pour dénoncer les conditions de vie "alarmantes" des demandeurs d'asile à Pournara, et à Chypre de manière générale. "C'est une prison ici. Tous les droits des demandeurs d'asile sont bafoués." Chypre assure détenir le ratio le plus important de l'Union européenne de demandeurs d'asile comparé à sa population. Elle l'estime à 5 % de ses 915 000 citoyens. Les arrivées de migrants à Chypre continuent d'augmenter. Depuis le début

de l'année 2022, quelque 17 000 personnes ont franchi la frontière, soit le double de l'année 2021. Face à cet afflux, l'île a simplifié ses procédures d'expulsion ces derniers mois.

CROATIE

La police du comté de Dubrovnik-Neretva a démantelé un réseau de trafiquants qui aurait fait passer de Bosnie-Herzégovine en Croatie au moins 50 migrants clandestins originaires de Turquie et de Chine, depuis le mois de juin. Les passages se faisaient dans la zone de Metković et Imotski. Dix ressortissants croates sont soupçonnés d'appartenir à ce réseau. Trois ont été arrêtés.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/refugies-balkans-nos-demieres-infos>

ESPAGNE

Plus de 11 500 migrants ont réussi à atteindre l'archipel espagnol depuis l'Afrique, selon des chiffres du gouvernement espagnol arrêtés au 15 septembre 2022. Plusieurs centaines de personnes ont été secourues par les secours maritimes espagnols au large de l'archipel des Canaries dans les semaines passées, dont 130 en une journée le 28 octobre 2022. De nombreux migrants transitent par le pays côtier Ouest-africain pour tenter la traversée dangereuse vers l'archipel espagnol des Canaries. Ces derniers mois, les principaux points de départ de la route canarienne se sont pourtant déplacés vers le nord : les embarcations partent désormais davantage depuis la côte qui va de Tan-Tan (sud du Maroc) à Laayoune (au nord du Sahara), juste en face de Lanzarote et Fuerteventura, à environ 100-150 kilomètres. Parallèlement, les bateaux pneumatiques ont remplacé les bateaux en bois comme principal moyen de transport.

La **Mauritanie et l'Espagne** ont signé, mercredi 2 novembre 2022, un accord pour permettre plus de contrôle de l'immigration sur la route des Canaries. Cet accord doit fournir au gouvernement mauritanien des "*moyens logistiques et techniques dans le domaine de la sécurité*". Il devrait bénéficier de plus de moyens et de formations pour combattre les réseaux de passeurs et "*d'autres formes de crime organisé*". Par le passé, l'Espagne a notamment fourni des équipements navals et aériens, basés à Nouadhibou, un village d'où partent de nombreux bateaux.

Premier procès pénal pour fausse information. Un internaute - un officier de police - a accepté, mardi 8 novembre 2022, une peine de 15 mois de prison avec sursis et 1 620 euros d'amende. Initialement, le parquet du tribunal de Barcelone avait requis deux ans de prison, mais il a finalement trouvé un accord avec l'accusé. Il est accusé pour avoir publié en 2019 sur Twitter une vidéo très choquante d'un homme frappant une femme, la laissant inconsciente. Son texte accompagnant la vidéo attribuait l'agression à un mineur isolé étranger - recueilli par les services sociaux - de la ville de Canet de Mar, près de Barcelone sauf que la vidéo - et il le savait - avait en réalité été tournée en Chine. Le contexte de l'époque était particulier : en 2019, à la publication de ce tweet, dans cette ville, le centre d'accueil pour mineurs isolés était la cible de manifestations et d'attaques racistes des habitants alors qu'un viol venait d'être commis, et que l'un des mineurs était suspecté. Le gendarme a du reste reconnu avoir publié cette fausse information motivée par "son animosité et son rejet des immigrés étrangers" et le délibéré relève clairement de nombreux autres tweets à caractère racistes et xénophobes. D'ailleurs, son sursis est soumis à trois conditions : ne pas commettre de nouveau délit, suivre un cours de rééducation contre les discriminations, et ne plus publier de contenu haineux sur les réseaux. Cette condamnation fait beaucoup réagir depuis mardi 8 novembre 2022, à commencer par les supérieurs de cet internaute qui travaillait à Canet de Mar. Selon la télévision catalane, la Guardia Civil - la gendarmerie - a appris la condamnation de son agent avec ce verdict mardi et elle vient d'ouvrir une procédure disciplinaire. L'affaire avait été portée en justice par le service catalan de protection de l'enfance, responsable de ces centres pour mineurs, et poursuivie par un procureur de Barcelone qui semble décidé à combattre ces fausses informations à caractère raciste. Une femme doit d'ailleurs prochainement être jugée pour avoir publié une vidéo évoquant l'agression d'une professeure catalane par des migrants alors que l'incident a eu lieu au Brésil.

<http://www.infomigrants.net/fr/post/44622/espagne--un-officier-de-police-condamne-pour-avoir-repandu-de-fausses-informations-au-sujet-de-migrants>

GRECE

Opérations de recherches d'ampleur en mer Égée pour retrouver près de 70 personnes. Au milieu d'une mer agitée, deux opérations de sauvetage étaient en cours, mardi 1er novembre 2022, pour retrouver des dizaines de migrants après le naufrage de deux embarcations.

La première concerne 68 personnes portées disparues près de l'île d'Eubée, en mer Égée, à quelque 80 km au nord-ouest d'Athènes, a expliqué un porte-parole des garde-côtes grecs. Leur voilier, venu d'Izmir en Turquie, s'est retournée à cause des mauvaises conditions météorologiques et a coulé dans la nuit de lundi à mardi par des vents soufflant à plus de 60 km/heure. *"L'une de nos patrouilles en haute-mer a recueilli neuf hommes sur un îlot (inhabité). Ils ont dit qu'il y avait environ 68 personnes à bord"*. Un hélicoptère, un bateau des garde-côtes et deux autres navires participaient, mardi, aux recherches, ont annoncé les garde-côtes. *"Treize corps ont été repêchés par les patrouilleurs de la police portuaire mercredi au large de l'île d'Eubée"*. Pus d'une cinquantaine de personnes sont présumées portées disparues – mercredi 2 novembre 2022. douze hommes ont réchappé à cette tragédie. Secourus en mer, ils ont été menés sur l'île d'Evia, à l'est d'Athènes. Onze d'entre eux - six Égyptiens, deux Afghans et deux Iraniens - ont été repêchés mardi. Le douzième a été repéré mercredi par un hélicoptère qui sillonnait la zone. Samedi 5 novembre 2022, les corps de trois autres personnes ont été retrouvés au large de l'île d'Eubée. 31 personnes sont toujours portées disparues depuis l'accident. Deux des douze survivants ont été arrêtés, car ils sont soupçonnés de travailler pour un groupe de passeurs ayant organisé le voyage depuis la Turquie.

La seconde opération était en cours près de l'île de Samos pour retrouver huit personnes présumées disparues depuis lundi 31 octobre 2022, après le naufrage de leur bateau tentant de gagner la Grèce depuis la Turquie. Les garde-côtes grecs et Frontex sont engagés dans ces recherches, à l'aide d'un avion et de quatre bateaux. Les victimes comprendraient un nombre important de Kurdes. La plupart des survivants étaient originaires d'Afghanistan, d'Égypte et d'Iran.

Quatre personnes, qui avaient pris place à bord de cette embarcation, ont été repêchées, lundi. Selon les premières déclarations des rescapés, douze personnes se trouveraient à bord de l'embarcation qui avait fait naufrage. Les deux premiers rescapés, deux hommes ressortissants du Bangladesh, ont été repérés et repêchés par un bateau de pêche grec à six milles marins au large des côtes sud de Samos. Les garde-côtes grecs ont aussitôt été prévenus et ont transféré les deux rescapés souffrant d'hypothermie à l'hôpital de la ville de Vathy, chef-lieu de Samos. Les deux autres rescapés, un homme et une femme ont été repérés et repêchés par un bateau de Frontex, patrouillant dans la même zone.

Le naufrage d'un bateau gonflable au large de l'île de Samos dans l'Est de l'Égée lundi soir a fait un mort et sept présumés portés disparus selon les déclarations des cinq rescapés. Le repêchage du corps sans vie, mardi 1^{er} novembre 2022 dans l'après-midi, a été perturbé par un navire turc, ont affirmé les autorités grecques. Celles-ci estiment que le bateau turc est entré illégalement dans les eaux grecques et y a opéré des manœuvres dangereuses. *"Les mouvements du navire turc ont entravé le travail des garde-côtes helléniques et de Frontex ainsi que le développement de l'opération de recherche et de sauvetage des personnes disparues"*. Le navire italien de Frontex a enregistré l'incident en vidéo, et une enquête a été ouverte.

En parallèle de ces opérations en mer, quelque 300 migrants étaient à la dérive au large de l'île de Kalamata, mardi 1^{er} novembre 2022. Le moteur de ce bateau, en mer depuis vendredi 28 octobre au moins. *"Ils sont en mauvaises conditions, en particulier les enfants. Ils n'ont plus de nourriture et il leur reste seulement un peu d'eau"*, a indiqué Alarm Phone dans la soirée de lundi. Durant les huit premiers mois de l'année, les garde-côtes grecs ont fait état du sauvetage d'environ 1 500 personnes contre moins de 600 en 2021.

Après le naufrage, de nombreuses personnes sont à la recherche de membres de leur famille et d'amis. *"Nous comprenons le désespoir lorsque le contact a été perdu avec un proche, et la peur qu'il ait pu se trouver sur ce bateau"*. Alarm Phone, une plateforme d'assistance pour les migrants en détresse, propose aussi des informations sur la manière de rechercher une personne présumée

disparue en Grèce.

ITALIE

Quarante ONG, dont MSF, Save the Children et Amnesty International, ont lancé un appel, mercredi 26 octobre 2022, à destination des autorités italiennes, qu'elles exhortent à **ne pas poursuivre leur coopération avec la Libye**. En vertu d'un accord controversé signé en 2017 avec le soutien de l'Union européenne, l'Italie contribue au financement, à la formation et à l'équipement des garde-côtes libyens, qui interceptent les migrants en Méditerranée et les renvoient de force vers la Libye. Si Rome ne met pas fin à ce partenariat d'ici au 2 novembre, il sera automatiquement renouvelé pour trois ans, mettent en garde les ONG. La responsable de Médecins sans frontières (MSF) en Italie a appelé l'Europe, "*défenseur des droits humains*", à ne conclure en aucun cas "*un accord avec un pays [...] dans lequel les migrants sont torturés, victimes d'esclavage ou de sévices sexuels*". Les critiques déplorent un manque de responsabilité, sans transparence sur les bénéficiaires des fonds européens, tandis que les ONG alertent sur une situation de "Far West" en Libye, avec des milices armées se faisant passer pour des garde-côtes libyens. Elles demandent une action urgente du nouveau gouvernement italien d'extrême-droite, qui a prêté serment ce week-end. Dans son discours d'investiture devant le Parlement, la première ministre s'est engagée mardi 25 octobre 2022 à adopter une ligne dure sur les migrants en bateau. L'Italie est depuis longtemps sur la ligne de front des migrations, accueillant chaque année des dizaines de milliers de personnes. Le partenariat dans les années 2000 avec Kadhafi avait été suspendu à la suite de la chute du gouvernement libyen, et de la condamnation de l'Italie par la Cour européenne des droits de l'Homme en 2012 pour avoir intercepté et renvoyé de force des personnes en Libye.

La coopérative Proxima se trouve à Raguse, dans le sud de la Sicile. Elle comprend des champs de fruits et de légumes, des serres et deux réservoirs à poissons qui fournissent un engrais précieux pour les champs. Les récoltes sont stockées et vendues à la population locale dans une grande grange, à l'arrière de laquelle se trouve un atelier de couture où les migrants peuvent développer leurs compétences en confectionnant des coussins, des décorations et des vêtements. De nombreux travailleurs agricoles en Sicile viennent de pays tiers, mais on retrouve parmi les victimes d'exploitation également des ressortissants de l'Union européenne. "***En travaillant dans les serres, on est payé à la journée, et les contrats ne sont pas vraiment fixes. Vous vous présentez, on vous donne quelque chose comme 25 à 30 euros par jour pour huit à neuf heures de travail. Vous n'avez pas la possibilité de faire de pauses pour aller aux toilettes ou de vous arrêter de travailler. Vous avez un contrat pour neuf heures, et on attend de vous que vous travailliez pendant cette durée.***" "Ici, chez Proxima, nous sommes payés correctement, et on nous donne un contrat agricole en règle. Nous travaillons en moyenne 19 jours par mois et ces journées se retrouvent effectivement sur nos fiches de paie. Dans les serres, tu peux avoir travaillé 30 jours mais seulement 10 jours seront sur ton contrat officiel pour pouvoir vous payer moins". "Les travailleurs **migrants ne connaissent pas forcément leurs droits en matière de travail**, comme la différence entre un contrat temporaire et un contrat à durée indéterminée. Beaucoup acceptent et sont même reconnaissants." Des situations sont "*tristes, car ils (l'étranger) se retrouvent exploités par des personnes de leur propre pays d'origine. Il peut s'agir d'un oncle qui promet du travail à un proche. Cet oncle va gagner de l'argent en faisant venir ses proches, qui se retrouveront souvent complètement isolés du reste de la société et n'auront personne vers qui se tourner. Ils dépendent alors de la bonne volonté de celui qui les a fait venir.*" les ouvriers agricoles sont souvent logés dans des conditions exécrables. "*Les gens vivent dans des cabanes sans sanitaires. Les femmes sont souvent maltraitées par les chefs de bande ou même par les propriétaires des fermes.*" "Le pire, c'est qu'ils continuent à faire confiance à ce contact ou à ce proche parce qu'ils n'ont pas d'autres options. Nous essayons de contacter les personnes dans les champs pour leur expliquer leurs droits et de leur donner la possibilité de raconter leur histoire. Si nous constatons que la personne est exploitée, nous essayons de lui offrir un moyen de sortir de cette spirale criminelle et de cette exploitation." "*En Roumanie, vous gagnez peut-être 5 ou 8 euros par jour. Alors ils viennent ici avec l'objectif de rentrer à la fin de l'année en Roumanie avec un peu d'argent dans les poches. Ils*

ne se soucient pas vraiment de savoir si les contrats sont justes ou quels sont leurs droits. Ils ne pensent qu'à la somme qu'ils peuvent toucher." "Je savais que ce n'était pas juste, même lorsque je travaillais là-bas, mais je n'avais pas d'autre choix. Je savais que je devais travailler pour atteindre mes objectifs." Grace au projet Proxima, un jeune migrant peut retourner à l'école, commencé à suivre des cours en italien, rattraper le collège, ce qui permet de s'inscrire au lycée et de suivre une formation professionnelle. "Beaucoup d'enfants amenés ici pour travailler ne savent pas qu'aller à l'école est non seulement possible, mais en plus une obligation en Italie." "Notre mission principale est d'aider les travailleurs exploités, mais nous avons aussi beaucoup travaillé sur nos campagnes d'information et la création de réseaux avec les autorités" dit une responsable de Proxima.

Plus de 500 personnes, signalées en perdition par l'ONG Alarm Phone, ont été secourues par les autorités italiennes et débarquées en Sicile. *"Elles font d'abord l'objet d'une visite médicale, puis elles sont identifiées par la police avant d'être réparties dans des structures d'accueil".*

Mardi 8 novembre 2022, 522 personnes ont débarqué à Lampedusa sur 9 bateaux. Le dernier groupe de migrants, qui comprenait 28 personnes, fuyant la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Guinée, le Cameroun et le Nigeria, a été retrouvé dans la ville de Cala Francese par des soldats. Leur bateau n'a pas encore été retrouvé.

Quelque 118 migrants sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa dans la nuit du mercredi 9 novembre au jeudi 10 novembre. Les trois embarcations sur lesquelles ils se trouvaient ont été secourues par des garde-côtes italiens. Toutes étaient parties de Sfax en Tunisie. Durant l'un de ces sauvetages, les militaires de Capitaneria ont découvert deux personnes brûlées, ainsi que le corps sans vie d'un nourrisson (20 jours) originaire de Côte d'Ivoire. Sa mère de 19 ans, a effectué la traversée depuis Mahres avec l'enfant dans les bras, son bébé était malade et elle espérait réussir à le faire soigner en Italie. Le père du nourrisson, quant à lui, est resté en Tunisie.

Le maire de Lampedusa a écrit à la nouvelle Première ministre italienne pour demander une réunion d'urgence. *"Je ne cesse de recevoir des appels de la police pour m'informer de la présence de cadavres. J'ai l'impression d'assister à un bulletin de guerre et ce qui m'inquiète, c'est que cela devient quotidien, dans l'indifférence de l'Europe",* a-t-il dit, se plaignant d'une aide financière insuffisante pour assumer de porter assistance aux migrants dans ces conditions.

En Italie, 88 100 personnes arrivées sur ses côtes depuis le 1er janvier 2022 contre respectivement près de 56 000 et 30 400 sur la même période de 2021 et 2020, années de la crise sanitaire. En 2022, les personnes sauvées par les ONG ne représentent que 16 % du nombre total des arrivées en Italie.

Sœur Chiara est la mère supérieure d'un couvent franciscain qui se trouve à Caltagirone, dans le sud de la Sicile. Elle est devenue une sorte de figure maternelle pour les migrants qu'elle aide. *"Les migrants ont tendance à vivre en marge, pour toutes sortes de raisons, mais pour nous, ils ne constituent pas un ensemble, car ce sont des personnes précieuses, des individus qui ont besoin d'être pris en charge et aimés." "Notre mission est d'apporter du secours aux femmes marginalisées. Cela inclut les prostituées, mais aussi toutes les femmes qui se retrouvent totalement déboussolées. Nous leur offrons la possibilité de venir ici et d'être prises en charge et soignées avec tout l'amour que le Seigneur nous a donné." "Nous avons accueilli plusieurs femmes qui se sont retrouvées enceintes et qui n'étaient plus en mesure de travailler dans la rue. Elle ne pouvaient plus payer leur loyer. Nous les avons aidées jusqu'à l'accouchement puis à s'occuper de leur nouveau bébé. Nous essayons de leur trouver du travail pour qu'elles puissent se réinsérer dans la société."* Les durées de séjour au couvent peuvent varier. *"Nous n'imposons rien. Une personne peut rester deux ou trois mois, une autre peut avoir besoin d'un an. Nous voyons souvent ces bébés grandir, nous les emmenons à l'école, on les accompagne dans leurs activités, c'est merveilleux." "Beaucoup de leurs histoires se ressemblent et sont faites d'abus dans les camps de détention en Libye. Ces histoires reviennent sans cesse, rien ne change, c'est vraiment très frustrant."* Le camp d'accueil de migrants, de Cara di Mineo, se trouvait sur le site d'un ancien aérodrome entre Catane et Caltagirone. Ce camp, où vivaient des milliers de personnes a été fermé sous le gouvernement du leader de la Ligue du Nord.

"Il y avait un lien étroit dans le camp entre la mafia nigériane et ces femmes, et elles ont donc fini par travailler dans la rue". "Quand je vais à la rencontre des femmes dans la rue, je souris et prie avec elles. Je ne vois pas ces femmes comme des prostituées, je les vois comme des personnes merveilleuses qui se sont retrouvées là parce que leur vie est remplie de tristesse." "Je voudrais qu'elles sachent qu'elles ne sont pas seules et que nous sommes là, que nous avons une place pour elles. Nous voulons qu'elles retrouvent la dignité et qu'elles sachent que nous serons très heureuses de les accueillir". Sœur Chiara insiste sur la générosité des migrantes qui séjournent au couvent. *"Nous vivons sans argent ici. Une nuit, j'ai reçu un appel d'une femme en détresse. Au couvent, une autre femme qui venait d'accoucher m'a donné les dix euros qui lui restaient pour que je puisse aller lui porter secours."* La demande ne cesse d'augmenter, principalement grâce au bouche à oreille, explique sœur Chiara. Pour pouvoir accueillir davantage de femmes, elle a obtenu un bâtiment supplémentaire, situé dans un ancien monastère en périphérie de Caltagirone. Les religieuses ont commencé à rénover le lieu l'été dernier 2022.

POLOGNE

Mercredi 2 novembre 2022, le ministre de la Défense polonais a annoncé la construction "immédiate" d'une **barrière à la frontière avec le territoire russe de Kaliningrad**, dans le modèle du mur déjà élevé à la frontière biélorusse, afin de *"renforcer la sécurité à la frontière"*. La Pologne craint de nouvelles arrivées de migrants orchestrées par la Russie pour faire pression sur l'Union européenne. Cette barrière de 2,5 mètres de haut, avec trois rangées de barbelés, s'élèvera bientôt le long des 210 kilomètres de frontière qui séparent la Pologne de Kaliningrad, une exclave russe située sur la côte baltique, entre la Lituanie et la Pologne, et séparée de la Biélorussie par un couloir frontalier. Cette décision fait suite à l'annonce, le 30 septembre 2022, des autorités aéronautiques russes de libéraliser le trafic aérien avec Kaliningrad. *"L'aéroport de Kaliningrad accepte désormais les vols en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord"*, a expliqué le ministre de la défense lors d'une conférence de presse. *"Nous voulons que la frontière soit complètement étanche."* Si aucun de ces vols ne semble encore confirmé, la libéralisation de l'aéroport de l'exclave pour une période de deux ans permettrait aux compagnies aériennes nationales d'opérer des vols entre Kaliningrad et n'importe quel pays tiers. *"Hypothétiquement, Belavia, la compagnie nationale biélorussienne, pourrait désormais faire venir à Kaliningrad des passagers du Moyen-Orient et d'Afrique sans aucune restriction"*. certains spécialistes questionnaient alors l'utilité de cette mesure. Les ONG de défense des migrants s'inquiètent des conséquences pour les exilés eux-mêmes de la multiplication des murs frontaliers. En plus d'empêcher des personnes potentiellement vulnérables de demander l'asile, elles risquent aussi de pousser les migrants, instrumentalisés comme des pions dans un conflit géopolitique, à employer des routes encore plus dangereuses. *"Le mur n'arrête personne mais mène seulement à des tragédies"*, a commenté l'association polonaise Grupa Granica. Elle dit être en contact avec les familles de quelque 186 personnes disparues.

Un an après le début de la crise humanitaire entre **la Pologne et la Biélorussie**, des exilés continuent à tenter de franchir la frontière orientale de l'Union européenne (UE) pour entrer en Pologne. Mardi 8 novembre, **dix personnes** – 8 Sri Lankais, un Pakistanais et un Indien – ont été **secourus par des garde-frontières polonais à la frontière avec la Biélorussie**, alors qu'elles étaient prises au piège de l'un des nombreux marais de cette zone naturelle préservée. Le mur de 5 mètres de haut n'empêche pas plusieurs dizaines de migrants de passer en Pologne chaque jour. Entre juillet et octobre 2022, l'association d'aide aux exilés Grupa Granica (Groupe frontière, en polonais) a reçu des demandes d'aide humanitaire de 1 642 personnes, dont 68 enfants. Selon les militants des droits de l'Homme polonais qui viennent en aide aux exilés dans la zone frontalière, le mur a même aggravé la situation humanitaire car de plus en plus de personnes arrivent en Pologne avec des fractures et de graves blessures après avoir escaladé le mur. Les différents groupes d'aide à la frontière notent également que le droit n'est pas bien respecté à la frontière, avec des personnes empêchées de déposer une demande d'asile. *"Le profil des migrants a radicalement changé. L'immense majorité provient désormais d'Afrique subsaharienne et de pays jamais recensés auparavant : Nigeria, Soudan, Congo,*

Togo, Bénin, Madagascar, Côte d'Ivoire, Kenya, Erythrée", expliquait fin octobre 2022, la porte-parole des garde-frontières de la région de Podlachie. Les exilés ne passent plus par Minsk pour atteindre la Pologne mais par Moscou. *"Il est clair que la Russie leur facilite la tâche. Les visas russes sont tous récents"*.

ROUMANIE

Quelque 7 000 travailleurs venus du Bangladesh sont venus en Roumanie en 2022. Le gouvernement roumain a en effet doublé **les quotas de visas attribués aux travailleurs bangladais**, pour passer de 50 000 en 2021 à 100 000 en 2022. La Roumanie, pays membre de l'Union européenne, est ainsi devenue l'une des destinations privilégiées pour des centaines de milliers de ressortissants du Bangladesh en quête d'une vie meilleure. Des agences **de recrutement bangladaises** recueillent les candidatures **au nom d'entreprises roumaines** pour occuper divers emplois, de plombier à électricien, en passant par soudeur ou encore charpentier. Ces agences approuvées par le gouvernement du Bangladesh font notamment de la publicité dans les médias nationaux afin de renforcer leur légitimité et leur crédibilité auprès des intéressés. Le gouvernement roumain a en effet doublé les quotas de visas attribués aux travailleurs bangladais, pour passer de 50 000 en 2021 à 100 000 en 2022. La Roumanie, pays membre de l'Union européenne, est ainsi devenue l'une des destinations privilégiées pour des centaines de milliers de ressortissants du Bangladesh en quête d'une vie meilleure. Selon les règles fixées par le ministère bangladais des Expatriés, qui est responsable de l'envoi de travailleurs à l'étranger, il est exigé que "les travailleurs recrutés occupent un emploi dans les entreprises stipulées dans le contrat" et que "chaque travailleur reçoive le salaire, le logement et les autres avantages promis". Le salaire mensuel était annoncé à 650 dollars, ce qui est plutôt bien. Le logement est gratuit et on nous a dit qu'on nous fournirait un appartement pour trois ou quatre personnes. La journée de travail durerait huit heures et les heures supplémentaires seraient payées. Certaines agences ne respectent pas les conditions annoncées. Elle réclame près de 7 000 euros au lieu des 4 300 euros convenus. 73 autres travailleurs bangladais ont été emmenés à Sibiu, une ville du centre de la Roumanie, située à environ 300 kilomètres de la capitale Bucarest. Les migrants accusent la société de construction roumaine de les avoir alors revendus à d'autres entreprises. Tel homme affirme avoir **été vendu à une entreprise italienne** au bout de quelques jours. Au lieu d'occuper un poste d'électricien, il a été chargé de laver des voitures et de nettoyer des jardins. Une fois arrivés en Roumanie, certains racontent avoir déchanté, en se rendant compte que le poste qui leur avait été promis n'existait pas. Par conséquent, plusieurs milliers de travailleurs bangladais se retrouvent sur la route des Balkans dans l'espoir d'entrer sans papiers dans l'espace Schengen, à la recherche d'opportunités économiques. Tel autre raconte *"nous avons appris que tout le monde dans l'entreprise était payé, sauf nous"*. Le groupe s'est plaint, mais leurs responsables hiérarchiques auraient décliné toute responsabilité. *"Ils nous ont dit qu'on n'était pas leurs travailleurs, que la société qui nous avait emmenés était chargée de nous payer."* Le groupe a alors contacté l'entreprise de construction roumaine qui les avait recrutés. L'entreprise a expliqué que le logement et la nourriture fournis n'étaient pas gratuits et avaient été déduits de leurs salaires. *"Au lieu de huit heures, nous sommes obligés de travailler pendant douze à treize heures. Le logement fourni par l'entreprise ne comporte qu'une seule salle de bain pour 14 personnes. Il est impossible d'arriver au travail à l'heure si tout le monde veut faire sa toilette au réveil. Il n'y a pas de cuisine, et nous n'avons touché aucun salaire le premier mois."* Beaucoup disent craindre des répercussions s'ils dénoncent publiquement les pratiques de leur entreprise, comme l'annulation de leur contrat. L'ambassadeur, bangladais, explique être au courant de ces allégations, mais être impuissant tant que personne ne dépose de plaintes officielles. *"Lorsque nous leur demandons de nommer les coupables, ils répondent qu'il ne peuvent rien dire au risque de se mettre en danger. Nous avons essayé de trouver une solution, mais jusqu'à présent, pas un seul travailleur n'a voulu s'exprimer et donner des noms"*. De plus, la plupart d'entre eux attendent toujours d'obtenir un permis de séjour temporaire en Roumanie. En effet, dans un premier temps, tous les travailleurs migrants obtiennent un visa roumain de trois mois et un permis de travail. Pour rester en Roumanie, ils doivent ensuite demander, par l'intermédiaire de l'entreprise, un permis de séjour temporaire - TRC - avant l'expiration du visa de trois mois. Mais beaucoup sont obligés de choisir une autre voie, car ils n'obtiennent pas le permis de séjour à temps.

SUEDE

La Suède, longtemps défenseur du droit des réfugiés dans le monde : elle a accueilli, en 2015, plus de 150 000 exilés dont beaucoup fuyaient la guerre en Syrie. Mais elle ferme ses portes aux immigrés. C'est le message envoyé par le nouveau gouvernement de droite qui consacre un tiers de son programme à la lutte contre l'immigration. 63% des suédois étaient favorables à l'immigration mais depuis 2019 les discours populistes ont changé les choses. Les nouvelles dispositions et lois demandées par le nouveau gouvernement vont nécessiter du temps pour leur examen juridique. Les règles vont donc changer et il n'est pas certain que les personnes présentes en Suède puissent rester. Les associations s'inquiètent : les étrangers en Suède vont se retrouver dans des situations encore plus précaires. Caritas donne 50 couronnes par semaine aux ukrainiens car l'allocation de base de 71 couronne par jour et par personnes (6,5 euros) ne suffit pas.

ONU – ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

DRAME DE MELILLA

Le 24 juin 2022, environ 2 000 exilés, pour la plupart soudanais ou sud-soudanais, avaient tenté de pénétrer dans l'enclave espagnole de Melilla, en territoire marocain. Les vidéos amateurs montrent des amoncellement de corps inertes gisant au sol, visages de migrants en souffrance, coups de matraque distribués par des forces de l'ordre sur des hommes déjà à terre... Le bilan humain est de loin le plus meurtrier jamais enregistré à cette frontière : 23 morts selon les autorités marocaines. Les experts de l'ONU ont tout d'abord condamné, lundi 31 octobre 2022, le manque de responsabilité attribuée aux autorités marocaines et espagnoles dans ces violences dans lesquelles des dizaines de migrants ont trouvé la mort. *"Il est alarmant qu'il n'y ait toujours pas de responsabilité concrète plusieurs mois [plus tard]". "Une enquête approfondie, des réparations aux victimes et à leurs familles, ainsi que des garanties que cela ne se répètera pas sont demandées en vertu du droit international des droits de l'homme."* Selon le rapport de missions marocain publié un mois après le drame, les 23 migrants seraient morts par *"asphyxie mécanique"*, à cause de bousculades et de mouvements de foule. Les experts de l'ONU, eux, établissent un bilan d'au moins 37 morts, et accusent les forces de l'ordre. L'AMDH, principale association indépendante de défense des droits humains au Maroc, citée par la BBC, comptabilise quant à elle au moins 77 morts et disparus. *"Des dizaines d'autres ont été blessés en raison d'un usage excessif et mortel de la force par les autorités marocaines et espagnoles"*, dénoncent la rapporteuse spéciale de l'ONU. L'enquête de la BBC questionne sur l'usage de la force par les forces de l'ordre marocaines et espagnoles et le refoulement immédiat de plus de 450 migrants vers l'Espagne - où *"certains affirment qu'ils ont ensuite été battus par des garde-frontières marocains jusqu'à perdre connaissance"*. Les autorités marocaines auraient notamment empêché les secours de porter assistance à de nombreuses personnes. Plusieurs personnes seraient mortes dans une zone de l'enclave sous contrôle espagnol, et leurs corps auraient ensuite été ramenés au Maroc par des policiers marocains. *"Les autorités voulaient enterrer les corps sans faire les enquêtes nécessaires et sans identifier les corps"*. Le ministère espagnol de l'Intérieur est également accusé d'avoir retenu des preuves cruciales de vidéosurveillance, qu'il n'a pas communiquées aux enquêteurs. *"Nous pensons que ce qui s'est passé le 24 juin est une grave tragédie qui ne s'est jamais produite auparavant"*. *"Cela prouve que les politiques d'immigration menées par le Maroc et par l'Espagne sont des politiques criminelles."*

MIGRANTS LIBERES DE CENTRES DE DETENTION LIBYENS

L'OIM et le gouvernement nigérian ont annoncé : mardi 1^{er} novembre 2022, 117 migrants nigériens (22 femmes et six enfants) coincés en Libye ont été libérés. 48 d'entre eux auraient été libérés de centres de détention libyens, connus pour leurs conditions de détention très

difficiles. Un autre groupe de 137 ressortissants nigériens a également été évacué de Libye vers le Nigeria lundi 24 octobre 2022, en même temps que 542 personnes rapatriées depuis les Émirats arabes unis, où de nombreux migrants tombent également dans des situations d'exploitation. *“Les efforts de sauvetage et de rapatriement se poursuivront dans le cadre des responsabilités consulaires de la mission envers les citoyens nigériens”, “jusqu'à présent, près de 3 000 Nigériens ont été rapatriés de Libye au Nigeria entre janvier et octobre grâce au programme de retours volontaires de l'OIM.”* Cependant, les conditions des “retours volontaires” des migrants dans leurs pays d'origine ne sont pas toujours faciles. Beaucoup croulent sous les dettes, incapables de trouver du travail et brisés par ce que les trafiquants leur ont fait subir. De nombreux rapatriés souffrent de sérieuses séquelles psychologiques, et sont souvent stigmatisés et rejetés à leur retour, pointait en 2019 un rapport de l'organisation Human Rights Watch sur les rapatriés au Nigeria. *“La société les perçoit comme des problèmes et non pour ce qu'ils sont : des victimes. Les retournés sont vus comme des personnes qui viennent pour causer des problèmes à la communauté”.* En particulier, les femmes ayant été victimes d'abus sexuels et de traite en Libye sont souvent confrontées à une forte stigmatisation lors de leur retour. *“Pour certaines femmes, leurs souffrances sont aggravées par les familles qui les accusent d'être responsables des abus et les ostracisent. D'autres se plaignent qu'elles ne sont pas revenues avec suffisamment d'argent”*, précise le rapport de Human Rights Watch.

IMMIGRATION: L'OBSESSION DES POLITIQUES

Du **Royaume-Uni** en **Italie**, en passant la **Suède** et les **Etats-Unis**, l'immigration est l'un des thèmes centraux des débats politiques. À Londres, la ministre de l'Intérieur promet un durcissement de la politique migratoire. Même tonalité en Italie, où, devant le Parlement, la cheffe du gouvernement envisage la mise en place d'une mission navale européenne pour stopper les trafiquants d'êtres humains. En Suède, le sujet occupe maintenant 1/3 du programme du nouveau gouvernement, mené par un conservateur avec le soutien de l'extrême-droite au Parlement. C'est aussi le sujet au cœur des échanges entre démocrates et républicains aux Etats-Unis.

EUROPE

L'Union européenne a versé depuis 2015 **plus de 500 millions d'euros au gouvernement libyen** pour l'aider à freiner les départs de migrants vers l'Europe. Malgré les preuves de plus en plus nombreuses des cas de maltraitance envers des migrants en Libye, l'UE n'a pas cessé son aide financière au pays. Pire, l'Union a elle-même reconnu dans un rapport confidentiel remis en début 2022 que les autorités libyennes ont eu recours à une *« usage excessif de la force »* envers les migrants et que certaines interceptions en Méditerranée ont été menées à l'encontre de la réglementation internationale. L'an dernier, Amnesty international a accusé l'UE de *« complicité »* dans les atrocités commises sur le sol libyen à l'encontre des exilés. L'ONG, comme le fait l'ONU, exhorte régulièrement les États membres à *“suspendre leur coopération sur les migrations et les contrôles des frontières avec la Libye”*. En vain.

ROYAUME-UNI

À peine nommé, le nouveau Premier ministre britannique se penche déjà sur le dossier immigration. Il souhaite une approche "plus constructive" sur le sujet, via un nouvel accord avec la France. Il discute le 28 octobre 2022 avec le président français. L'accord comprendrait des objectifs chiffrés d'interceptions de petits bateaux en mer, et le déploiement de garde-frontières britanniques en France. *“Le Premier ministre a souligné l'importance pour les deux pays de rendre la route de la Manche totalement impraticable pour les trafiquants d'êtres humains. Les dirigeants se sont engagés à approfondir leur partenariat afin de décourager les traversées mortelles de la Manche qui profitent aux criminels organisés”.* **Cette politique, jusqu'ici, n'a pas porté ses fruits, bien au contraire.** Cette année 2022, plus de 38 000 migrants ont atteint le Royaume-Uni et en 2021 : un peu plus de 28 000. Dans la nuit de mercredi 26 à jeudi 27 octobre 2022 et plus tard dans la matinée, plus de 100

personnes ont été secourues côté français. Une première intervention a été menée pour porter assistance à 50 personnes en difficulté au large de Dunkerque. La seconde a permis de ramener sains et saufs 49 exilés au port de Calais. Parmi les autres mesures souhaitées par le Royaume-Uni figure une réforme du système d'asile britannique, débordé par l'afflux de migrants. Le Premier ministre souhaite là aussi fixer des objectifs pour que 80% des demandes d'asile soient traitées sous six mois contre une moyenne actuelle de 480 jours. Le personnel britannique en charge de ces questions pourrait *"recevoir des primes s'il atteint certains objectifs"*, dont celui de *"traiter quatre demandes d'asile par semaine"*. Par ailleurs, les conditions pour l'obtention du **droit d'asile seront durcies, et le nombre de candidats retenus, réduits**. Le premier ministre, petit-fils d'immigrés indiens, a adopté une position très dure sur l'immigration. Il soutient le projet controversé d'externalisation des demandes d'asile au Rwanda, toujours suspendu à un examen par la justice. Le « rêve » de la ministre de l'Intérieur, avait-elle affirmé lors du congrès du Parti conservateur, est de *"voir un avion rempli de demandeurs d'asile en partance pour le Rwanda"*. Il pourrait ce faire que ce ne soit qu'un rêve !

Dimanche 30 octobre 2022, **un centre d'accueil des services de l'immigration britanniques à Douvres**, dans le sud de l'Angleterre a été attaqué, par **“deux à trois engins incendiaires”** sur le bâtiment, selon la police du Kent. L'attaquant aurait ensuite mis fin à ses jours. Le centre accueille des migrants qui viennent de traverser la Manche à bord de “small boats” avant leur transfert dans un centre d'hébergement provisoire. Les 700 personnes présentes dans le bâtiment au moment de l'attaque ont été conduites au centre de traitement des demandes d'asile de Manston *"pour assurer leur sécurité pendant la phase initiale de l'enquête policière"*. Le suspect serait arrivé seul sur place et aurait lancé les engins incendiaires - des cocktails molotov -, depuis sa voiture. Un départ de feu aurait eu lieu à l'extérieur du centre d'accueil. L'homme a ensuite été identifié et *“très rapidement localisé dans une station-service voisine”*, où son décès a été confirmé. *"Nous ne connaissons pas les motivations"* du suspect, a indiqué la députée conservatrice locale. Si elle déplore l'attaque, elle a souligné que celle-ci intervenait dans un contexte de *“tensions importantes”* : elle a notamment évoqué un incident la semaine passée, lors duquel un groupe de migrants ayant débarqué à Douvres est entré *“dans une zone résidentielle”* et *“une personne a finalement été appréhendée dans la chambre à coucher d'une femme”*. Les ONG de défense des exilés dénoncent quant à elles la rhétorique antimigrants du gouvernement conservateur, qui a fait de la lutte contre les traversées de la Manche en small boats l'une de ses priorités. *“La rhétorique des ministres de ce gouvernement est choquante et sème la discorde”*, a commenté l'association Care4Calais. *“Ils désignent les réfugiés de Calais comme des “immigrants illégaux” alors qu'il est évident qu'il s'agit de véritables réfugiés ayant besoin d'aide. Il est probable que cette rhétorique a été un facteur dans cette attaque.”* *"Nous sommes soulagés que personne n'ait été tué, mais les choses auraient pu être très différentes"*, s'inquiète la directrice de l'ONG Safe Passage International. *"Si le gouvernement poursuit ses plans cruels et illusoire qui punissent les réfugiés, nous craignons davantage d'attaques violentes contre les réfugiés"*, elle souligne la nécessité d'une *"réinitialisation complète de la politique d'asile du gouvernement, pour que les réfugiés soient traités avec dignité et compassion et que des routes sûres soient disponibles"*.

L'attaque de dimanche est survenue après l'arrivée sur le sol britannique **de près de 1 000 personnes au cours de la seule journée de samedi 29 octobre 2022**, selon les chiffres du gouvernement britannique. Au total, près **de 40 000 migrants** ont effectué la périlleuse traversée de la Manche depuis le début de l'année - déjà largement plus que durant la totalité de l'année 2021.

Le centre de **traitement des demandeurs d'asile de Manston**, dans le Kent, comptait, lundi 31 octobre 2022, près de 4 000 occupants, dont de nombreuses familles et jeunes enfants, pour une capacité maximale de 1 600 personnes. Ce centre, ouvert en janvier et censé accueillir les exilés pendant 24 heures, avant leur transfert dans des logements temporaires, est désormais *"catastrophiquement surpeuplé"* : il est prévu pour une capacité maximale de 1 600 personnes ! L'accès au centre étant strictement interdit, des militants de l'association SOAS Detainee Support qui se sont rendus sur place, dimanche 30 octobre 2021, ont échangé avec les migrants à l'aide de haut-

parleurs, les exilés criant pour se faire entendre par-delà la clôture. Impossible d'échanger directement : les téléphones des exilés leur sont confisqués en même temps que toutes leurs possessions à l'entrée du centre. Venues d'Iran, d'Afghanistan, de Syrie ou du Pakistan, les personnes interrogées disent être détenues à Manston depuis plusieurs jours - pour certaines depuis 20, 30 ou même 40 jours. Le délai maximal de détention dans ce centre, déterminé par la loi britannique, est pourtant de cinq jours. *"On a besoin de votre aide !"*, crie une voix enfantine derrière une clôture surplombée de barbelés. **"Liberté ! Liberté !"**, scandent d'autres enfants. La ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, est accusée d'être personnellement responsable du surpeuplement du centre de Manston. Elle aurait notamment refusé d'approuver des mesures de transferts de migrants vers des logements plus appropriés. La ministre avait pourtant été avertie que le gouvernement agissait en dehors de la loi en ne proposant pas d'hébergement alternatif aux demandeurs d'asile. Lors d'un débat virulent au Parlement britannique, elle a parlé d'une *"invasion [de migrants] sur le littoral sud"*. *"Arrêtons de prétendre qu'ils sont tous des réfugiés en détresse"*. *"Le système est cassé, l'immigration illégale est hors de contrôle."* De nombreux parlementaires de l'opposition ont dénoncé une rhétorique *"honteuse"*, qui survient au lendemain de l'une attaque menée contre un centre d'accueil de migrants à Douvres. *"Une ministre de l'Intérieur qui prendrait au sérieux la sécurité publique et nationale n'utiliserait jamais un langage aussi incendiaire au lendemain d'une dangereuse attaque"*, a déclaré une députée Labour. L'inspecteur indépendant des frontières et de l'immigration, qui a visité le centre de Manston le 26 octobre est resté *"sans voix"* face aux *"conditions misérables"*, décrivant une situation *"vraiment dangereuse"*. Un représentant des gardes de sécurité travaillant dans le centre a dénoncé, quant à lui, une véritable *"crise humanitaire sur le sol britannique"*. Les migrants détenus ont dit que certains d'entre eux étaient en train de tomber malades. Au moins huit cas confirmés de diphtérie, une infection bactérienne très contagieuse et potentiellement grave, ont été détectés parmi les migrants détenus, et une épidémie de gale s'est déclarée sur le site. Une personne a également testé positif pour un SARM, un staphylocoque résistant aux antibiotiques. Le malade a été transféré dans un hôtel à plusieurs centaines de kilomètres avant de recevoir le test positif, augmentant les risques de propagation. Le ministère de l'Intérieur a pourtant déclaré que les protocoles médicaux appropriés avaient été mis en place. Le 1^{er} novembre 2022, *"plusieurs centaines de personnes"* ont pu être transférées vers d'autres centres, selon la même source. Les transferts doivent se poursuivre au cours de la semaine. Jeudi 3 novembre 2022, le correspondant de la BBC dans le Kent rapportait que 3 500 personnes se trouveraient toujours à Manston. Mais trois demandeurs d'asile afghans qui avaient été déplacés de Manston vers Londres sont revenus, mercredi 2 novembre 2022, dans le centre surpeuplé car ils s'étaient retrouvés à la rue dans la capitale. le même jour, 11 demandeurs d'asile, qui avaient été déposés dans une gare routière du centre de Londres en provenance de Manston, ont, eux aussi, été livrés à eux-mêmes, sans solution d'hébergement, alors même que des logements temporaires auraient dû leur être fournis. Ces demandeurs d'asile ont finalement été aidés par un travailleur social. Mardi 1er novembre, des gardes de Manston auraient dit à un Érythréen de 16 ans qu'il pouvait quitter plus vite le centre s'il déclarait avoir plus de 18 ans. Le garçon assure avoir enregistré cette conversation. Ce genre de cas ne serait pas isolé : trois jeunes hommes kurdes, ont affirmé avoir été poussés à "changer" leur date de naissance. Un cinquième mineur aurait fait, lui aussi, état de ce genre de pression. Le Home Office (équivalent du ministère de l'Intérieur) a nié ces accusations, arguant que les affirmations étaient infondées.

Une jeune habitante des lieux a adressé **un message, dissimulé dans une bouteille**, à des journalistes postés de l'autre côté de la clôture du centre pour lancer un appel à l'aide. La **lettre** est adressée aux **"journalistes, aux organisations, à tout le monde"**. *"On ne se sent pas bien"*, alerte la jeune autrice de la lettre. *"Certains d'entre nous sont très malades"*, poursuit-elle dans un anglais approximatif, précisant que 50 familles sont retenues dans le centre depuis plus de 30 jours et qu'un enfant handicapé est laissé sans soins. Cet appel à l'aide est la seule façon pour les migrants de Manston de communiquer avec l'extérieur. *"On est comme en prison. On n'a pas de téléphone, pas d'argent [...] On veut vous parler mais ils ne nous laissent même pas sortir"*. *«Il y a beaucoup d'enfants ici. Ils ne devraient pas être ici. Ils devraient être à l'école, pas en prison."*

Rendu public le 31 octobre 2022, Trois ONG (BID (Bail for Immigration Detainees), spécialisée sur la détention des exilés, Medical Justice, spécialisée sur l'accompagnement médical dans les centres pour migrants, et Public Law Project, qui regroupe des avocats et chercheurs analysant les politiques publiques britanniques) sont à l'origine d'un rapport détaillant les **conséquences du port du bracelet électronique GPS sur la santé mentale des exilés**, un dispositif déployé depuis juin 2022 par les autorités britanniques. Le rapport détaille en particulier un sentiment de stigmatisation sociale, menant à des phénomènes *"d'isolement et d'évitement des espaces et activités publics"*. *"Je ne peux pas sortir avec mes amis parce que je sais que j'ai cette balise. Je sais qu'à n'importe quel moment, ça pourrait se voir : alors je m'isole"*. *"100% du temps, je porte un pantalon long. Avec la chaleur, c'est dur. Je ne vais pas mentir : j'adore nager. Mais je ne vais jamais nager, ni à la piscine ni à la mer"*. Les bracelets entraînent des complications : les exilés doivent régulièrement rentrer en urgence pour recharger leurs bracelets. Le chargeur portable qui leur est donné dysfonctionne, ou ne recharge que pour une heure ou deux. , les balises GPS affectent *"tous les aspects de la vie quotidienne et de la routine des gens, y compris la capacité de faire de l'exercice, de dormir, de travailler, d'avoir des relations et de s'occuper de leurs enfants"*. Ces bracelets sont *"gros, et avec les vêtements c'est dérangement lorsque vous faites un mouvement"*. L'équipement électronique peut raviver les traumatismes d'exilés ayant été détenus au cours de leur route migratoire ou dans leur pays d'origine. Des dommages physiques sont également constatés. Les cliniciens déplorent des *"restrictions de mouvement en raison de la nécessité de recharger l'appareil exacerbant la douleur et la raideur"*. Mais aussi des blessures à la peau sous l'appareil, à cause des frottements et d'une circulation sanguine entravée. Les bracelets sont généralement très serrés autour de la cheville, notent les cliniciens - et impossibles à retirer temporairement. Ces appareils permettent de garder un œil sur leurs allées et venues, pour éviter qu'ils ne disparaissent de la circulation. Or, seulement 1,3% des migrants libérés de leur rétention se sont enfuis au cours des six premiers mois de 2022. *"Sans justification claire de cette pratique, nous appelons le Home Office à cesser d'utiliser la géolocalisation électronique"*.

Dans un hôtel du quartier de Waltham Forest où vivent quelque 450 exilés, dont 150 mineurs. Selon la Metropolitan police de Londres, un homme d'une trentaine d'années a été interpellé le 5 octobre dernier pour **le viol d'un adolescent afghan**. Un porte-parole de la police a indiqué que l'homme avait été libéré sous caution et devait comparaitre devant la justice en janvier 2023. Un adolescent de 17 ans a quant à lui été interpellé pour avoir commis des attouchements sur un enfant de moins de 13 ans, le 9 septembre dernier. Il doit comparaitre devant un tribunal le 9 novembre 2022. *"Ce ne sont pas les seuls incidents dans ces hôtels impliquant de jeunes enfants et des agressions sexuelles"*, a déploré une députée travailliste. *"Cela dure depuis des mois. Le ministère de l'Intérieur est au courant. Rien ne change en ce qui concerne la protection de ces enfants"*. *"Mes propres autorités locales ont dû intervenir et former le personnel de l'hôtel à la protection des enfants. Ils n'ont cessé de faire part de leurs inquiétudes. Le ministre de l'Intérieur a le devoir direct de prendre soin de ces enfants"*. Une élue de Waltham Forest, a aussi, réagit à ces agressions en accusant le ministère de l'Intérieur de laisser les exilés vivre dans des lieux inadaptés à l'hébergement. Les organisations britanniques de défense des migrants dénoncent depuis longtemps les conditions d'accueil dans ces hôtels. *"Il s'agit d'enfants vulnérables, souvent déplacés sur des milliers de kilomètres et placés dans des hôtels exigus pendant des mois sans qu'un soutien adéquat ne soit mis en place"*, elle appelle à ce que les hommes soient logés *"séparément des familles avec enfants"*. La nouvelle des agressions sexuelles dans les hôtels ajoute une nouvelle accusation à celles – déjà nombreuses - visant la ministre de l'Intérieur britannique, concernant sa mauvaise gestion des lieux d'hébergement pour migrants et notamment du centre d'enregistrement des demandeurs d'asile de Manston.

Dans un article publié samedi 5 novembre 2022, le quotidien britannique The Guardian,

révèle que des **employés de McDonald's** et des supermarchés Tesco et Aldi ont été **embauchés comme agents de protection pour mener des entretiens de demande d'asile**. Un lanceur d'alerte indique que la personne, "*qui a près de vingt ans d'expérience en matière de droit d'asile*", a été chargée de former ces nouveaux employés venus de l'univers de la vente alimentaire. Les services de l'asile "*accueillent beaucoup trop de personnes inexpérimentées, qui ne comprennent rien au système d'asile, et elles n'ont tout simplement pas le soutien dont elles ont besoin, alors elles partent*". Embauchés par le biais d'annonces en ligne et d'agences de recrutement, ils n'ont bénéficié que d'une courte formation avant de débiter leur activité alors qu'ils n'avaient quasiment aucune connaissance dans le système d'asile. Les personnes sont généralement "*placées sur des contrats temporaires, généralement de trois mois, sans cesse renouvelés*". Certains de ces nouveaux officiers de protection ont été livrés à eux-mêmes après seulement deux jours et alors qu'on leur avait promis une formation solide. "*La formation consiste littéralement à aller s'asseoir avec un autre membre du personnel et à le regarder faire, puis il vous donne l'occasion de travailler sur un cas pratique pendant qu'il vous observe. Une fois que vous l'avez fait devant eux quelques fois, vous êtes pratiquement livré à vous-même*". "*Vous ne pouvez pas simplement rejeter une demande sans preuve. Si vous n'avez pas posé les questions, vous n'avez aucune base pour dire 'non'*". Le nombre de cas qui sont annulés par les tribunaux en dit long sur la qualité des entretiens". Or, selon les chiffres officiels du Home office, **plus de la moitié des dossiers refusés obtiennent une protection en appel**. Sur les 28 526 personnes arrivées par "small boats" au Royaume-Uni l'année dernière, seuls 4% ont déjà vu leur dossier de demande de protection traité. Le centre d'enregistrement des demandes d'asile de Manston, dans le Kent, s'en retrouve surchargé.

Le 1er novembre 2022, le secrétaire d'État à l'immigration a, souhaité des "*options plus radicales*" sur l'immigration. Objectif : "*faire en sorte que nos lois soient adaptées, que les migrants économiques soient expulsés rapidement et que nous dissuadions les gens de venir au Royaume-Uni*". D'après lui, le pays "*ne peut pas continuer à être un aimant pour les migrants économiques (...) nous n'avons pas les infrastructures pour gérer cela*". La légalité, et sa possible mise en application du projet d'externalisation des demandes d'asile au Rwanda, est actuellement débattue par la justice britannique.

SERBIE

Double clôtures, barbelés, caméras et refoulements violents : **la traversée de la frontière nord de la Serbie est une des étapes les plus difficiles pour les migrants engagés** sur la route des Balkans. Depuis 2017, celle-ci s'étend tout le long de la frontière entre les deux pays, sur 160 km. Entre les deux barrières, des véhicules des garde-frontières hongrois patrouillent régulièrement, à l'affût du moindre mouvement. Pour les seconder, des caméras thermiques, reliées à des écrans de contrôle, agrémentent les clôtures. En cas d'intrusion, les chances de continuer sa route en territoire hongrois sont rares. entre 600 et 1 000 personnes sont violemment refoulées chaque jour par les autorités hongroises depuis le printemps 2022. "*Depuis l'année dernière, c'est impossible de traverser la frontière seul. C'est devenu beaucoup trop compliqué, donc personne ne traverse sans payer. Ici, les passeurs contrôlent tout*". Les migrants qui n'ont pas l'argent nécessaire à la traversée, certains, en participant à ce trafic, se paye un futur passage. L'un d'entre eux, syrien, accompagne les exilés le long de la frontière hongroise, et trouve un passage discret et moins surveillé, à l'aide d'un GPS et d'indications délivrées par une tierce personne. "*Je pense qu'on ne fait rien de mal. Nous, à notre niveau, on aide juste des personnes à passer de l'autre côté de la frontière*". D'autres peuvent fournir des échelles – sans lesquelles il est désormais très compliqué d'escalader la clôture - et organiser les transferts en taxi depuis les centres de réception vers les zones frontalières. "*Cette barrière, c'est un désastre. Alors oui, elle a stoppé les petits passeurs locaux de la région, qui profitaient des migrants. Mais en bloquant les gens ici, en les contraignant à rester, elle a fait exploser le nombre des plus gros trafiquants*". "*Tant qu'il y aura cette clôture pour empêcher les gens de passer, il y aura des trafiquants. Alors cette politique de durcissement de la frontière, à tout prix, c'est complètement contre-productif. Plus on construit des murs, plus il y a de passeurs*".

Alors que le pays a été traversé depuis le début de cette année par plus de 99 000

personnes, il n'enregistre que 272 demandes d'asile. Un chiffre infime, symptôme d'un système défectueux qui dissuade les candidats à l'exil d'y envisager leur avenir. *"De nombreuses personnes ayant besoin de protection rencontrent des obstacles pour enregistrer et déposer leur demande d'asile"*. À l'arrivée à l'aéroport, des personnes ont été retenues plusieurs heures, voire plusieurs jours, dans ses locaux, sans pouvoir demander protection. Un ressortissant burundais a affirmé *"avoir reçu plusieurs coups de poing alors qu'il essayait d'expliquer qu'il voulait l'asile"*. Arbitrairement détenu à l'aéroport pendant plus de sept jours, cet homme, qui a fui les persécutions politiques des services secrets burundais, assure avoir été *"électrocuté avec un petit appareil"* par la police serbe. Une femme avait écrit *"Je veux l'asile"* sur un mouchoir. Ce à quoi un policier lui avait répondu, en criant : *"Il n'y a pas d'asile en Serbie !"*. Pour les demandeurs d'asile, **impossible de travailler durant les neuf premiers mois** qui suivent le dépôt de leur dossier. L'État serbe ne prévoit **pas non plus d'allocations**. Les délais de réponse variant globalement entre neuf et 12 mois, ces exilés en quête de protection sont forcés de patienter, *"sans rien faire"*. Pour subvenir à leurs besoins, *"la majorité travaillent quand même, au noir"*. *"Cette situation les plonge dans une situation très critique : sans permis de travail, les demandeurs d'asile sont exposés aux abus de leurs employeurs"*. *"Je me suis renseigné sur le système d'asile ici, et durant quelques semaines, j'ai hésité à rester et à m'installer ici, car je suis fatigué"*, racontait en octobre un migrant afghan. *"Mais quand j'ai compris que je pouvais rester coincé, que je ne pourrai plus aller nulle part, j'ai renoncé. Je me suis dit : 'tant pis, j'abandonne et je continue ma route'."*

Des annonces publiées sur les plateformes booking.com et airbnb, proposant des chambres ou des appartements en Serbie, notamment dans les villes de Sombor et de Subotica, près de la frontière hongroise, portaient la mention « no migrants ». Contacté, airbnb a immédiatement effacé les annonces concernées, avant de les remettre en ligne sans cette mention. Un porte-parole d'airbnb a expliqué que la compagnie n'avait « aucune tolérance » pour ce genre de message.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/refugies-balkans-nos-dernieres-infos>

SUISSE

La secrétaire d'État aux migrations indique, jeudi 27 octobre 2022, un **afflux record de demandeurs d'asile**, *"à un niveau jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale"* : des Kurdes en provenance de Turquie, des Afghans et des Nord-africains. En Suisse, la procédure de demande d'asile peut durer un an environ, sauf en cas de procédure accélérée (100 jours). Durant l'examen de leur dossier, les demandeurs d'asile restent dans des centres fédéraux pour requérants d'asile (CFA). Or les six CFA de Suisse sont **à la limite de la saturation**. Dans l'urgence, la Suisse transfère donc un certain nombre de requérants vers des centres cantonaux et cherche dans le même temps à ouvrir de nouveaux lieux d'hébergements. *"Ces dernières semaines, des salles polyvalentes ont notamment été ouvertes pour accueillir des réfugiés"*. L'armée pourrait être sollicitée *"pour avoir des logements supplémentaires, par exemple des casernes militaires, qui peuvent être utilisées sporadiquement"*. Cette surpopulation a un impact sur les conditions de vie des demandeurs d'asile en Suisse. À Neuchâtel, le centre fédéral d'asile de Boudry accueille actuellement 900 personnes, au lieu des 480 lits habituels. Le centre a déjà étendu sa capacité d'accueil grâce à la location d'un bâtiment attenant au complexe. Mais avec une nouvelle vague d'arrivées, le réfectoire est désormais réquisitionné la nuit après le dîner. *"Certains migrants ont déjà dû dormir à même le sol, faute de matelas, et il n'y a plus assez de vêtements à distribuer"*. Le Secrétariat d'État aux migrations a annoncé une augmentation de ses effectifs pour traiter plus rapidement les demandes d'asile. En parallèle, la Suisse renforce sa coopération avec l'Autriche, qui voit elle aussi augmenter le nombre de migrants depuis la route des Balkans. Des patrouilles communes seront notamment déployées dans le trafic ferroviaire transfrontalier et les procédures de retour sont effectives. La Suisse s'attend à ce que les arrivées de migrants diminuent avec l'hiver en raison du froid sur la route des Balkans.

ASIE

LIBAN

Quelque **300 réfugiés** installés dans la plaine orientale de la Bekaa, et une cinquantaine dans la ville de Tripoli, dans le nord du Liban, sont **rentrés samedi en Syrie**. Le retour, qualifié de « *volontaire* » et « *sûr* » par le gouvernement libanais, a été coordonné avec les autorités syriennes, malgré **l'opposition des Nations unies** et les critiques d'ONG locales et internationales des droits de l'homme. Le ministre libanais des Affaires sociales, qui a supervisé l'opération dans la Bekaa, a « *conseillé à la communauté internationale de rester neutre* » vis-à-vis du processus de retour. Celui-ci doit se poursuivre, avec pour objectif de rapatrier 15 000 personnes par mois. Près de 840 000 réfugiés sont enregistrés auprès des agences de l'ONU, mais le nombre de Syriens installés au Liban serait supérieur à un million et demi, soit 20% de la population. Lors de la précédente opération, fin octobre, trois réfugiés rapatriés ont été arrêtés par les services de sécurité syriens au prétexte que leurs noms ne figuraient pas sur les listes convenues avec les autorités libanaises. La plupart des candidats au retour sont des personnes âgées, des femmes et des enfants. Les hommes préfèrent ne pas retourner de peur d'être enrôlés dans l'armée syrienne ou d'être poursuivis pour désertion.

AFRIQUE

LIBYE

Un Sud-Soudanais de 25 ans a créé, en octobre 2021, le compte "Refugees in Libya" sur Twitter, Facebook et Instagram, afin, espère-t-il, créer un électrochoc et rappeler aux journalistes, et politiciens - grands utilisateurs du réseau social - que **la violence que subissent les migrants en Libye est extrême et constante**. Refugees in Libya **donne une voix aux détenus en Libye** Il y relaie sans filtre des images des violences subies par les par les demandeurs d'asile, en Libye, pour que ces crimes ne soient pas invisibles. "*Nous savons que nous ne pouvons pas faire changer la position des politiciens sans influencer sur le grand public parce que ce sont ces personnes qui votent. Donc nous essayons d'atteindre les ces deux types de publics. Sur Twitter pour les uns, sur Facebook et Instagram pour les autres*". Pour son créateur, ces images doivent un jour servir de preuves pour une éventuelle condamnation des crimes commis envers les exilés dans le pays.

La situation des exilés en Libye est principalement le résultat de décisions politiques prises de l'autre côté de la Méditerranée. "*C'est important de donner la parole aux personnes qui subissent ces décisions*". Refugees in Libya a pris part, fin octobre 2022 à la campagne lancée par plusieurs ONG pour inciter l'Italie à ne pas renouveler son accord conclu en 2017 avec la Libye et prévoyant de charger les garde-côtes libyens de l'interception des embarcations de migrants en Méditerranée. Arrivé& en Italie, après plusieurs séjour dans les centres libyen, il poursuit sa démarche d'information sur les conditions de vie des migrants en ligne, mais aussi auprès des autorités italiennes. "*Ici, je voyage presque tous les jours pour aller raconter dans quelle situation vivent les réfugiés en Libye et battre en brèche le discours des autorités sur l'immigration.*"

<https://www.refugeesinlibya.org/>

MALAWI

Au Malawi, le nombre **de réfugiés congolais** ne cesse d'**augmenter**. Le camp de Dzaleka d'une capacité de 10 000 personnes, abrite 56 000 réfugiés, dont 62% de Congolais. Ils vivent aux côtés de Burundais, de Rwandais, d'Éthiopiens et de Somaliens. Ces derniers mois, les affrontements ont repris à l'est de la RDC entre le M23 et les forces armées congolaises. Le retour de cette rébellion défaite en 2013 a entraîné une vague d'arrivées dans le camp de Dzaleka, surpeuplé. Une situation humanitaire devenue intenable d'après le Programme alimentaire mondial. Dernièrement, 600

familles, sur les 11 000 que compte le camp, ont dû être retirés des listes des bénéficiaires de distributions alimentaires, faute de moyens. Et selon le représentant de la communauté congolaise dans le camp de Dzaleka, certains réfugiés « *dorment le ventre vide* » et risquent de mourir de faim. Selon le PAM, l'insécurité alimentaire est l'une des principales conséquences des déplacements de civils en République Démocratique du Congo. Depuis que les combats se sont intensifiés le 20 octobre 2022, au moins 183 000 congolais ont été déplacés.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221107-au-malawi-les-camps-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-surpeupl%C3%A9s-suite-%C3%A0-l-afflux-de-congolais>

MAROC

Les corps de 32 personnes originaires d'Afrique sub-saharienne se sont échoués sur une plage de Dakhla, au sud du Maroc, dans le Sahara occidental, le 28 octobre 2022. Les victimes pourraient faire partie d'un groupe de 52 exilés dont la plateforme téléphonique d'urgence Alarm Phone avait signalé la disparition depuis neuf jours, le 1er novembre 2022. Le naufrage pourrait être attribué à une « *embarcation traditionnelle peinte en vert, transportant plus de 40 migrants* ».

Le Maroc estime que la France est trop attentiste sur la question du territoire disputé du Sahara occidental. D'autre part il n'apprécie pas le resserrement des liens entre la France et l'Algérie. Cela s'ajoute à la décision de la France, en 2021, de réduire de 50 % le nombre de visas accordés au Maroc pour mettre la pression sur des gouvernements jugés trop peu coopératifs dans la réadmission de leurs ressortissants expulsés de France. « *Cette politique des visas a fait beaucoup de mal puisqu'elle a touché la partie marocaine la plus francophile et la plus proche de notre pays* ». Au moment où le gouvernement français présente son projet de loi sur l'immigration, avec l'objectif de faire exécuter la totalité des OQTF, un groupe de parlementaires estime qu'il faut « **sortir** » de **cette crise des visas**. « *Il faut trouver des solutions pour sortir de cette situation assez rapidement* » selon le vice-président du Sénat, lors d'une visite de parlementaires organisée par le Cercle d'amitié franco-marocain.

<https://diasporaenligne.net/actualites-diplomatie-des-elus-francais-appellent-a-sortir-de-la-crise-des-visas-entre-la-france-et-le-maroc/>

TUNISIE

Depuis le début de l'année, **16 292 migrants tunisiens sont arrivés en Italie**, selon des chiffres du ministère de l'Intérieur italien, annoncés le 26 octobre 2022. 14 342 Tunisiens étaient arrivés en Italie, et 11 212 en 2020. En 2022, Plus de 3 000 Tunisiens sont parvenus à traverser la Méditerranée pour atteindre l'Italie en juillet, et plus de 4 000 en août. Parmi les exilés tunisiens arrivés en Italie, on compte 3 430 mineurs, mais seulement 2 492 en 2021, et 1 607, en 2020. « *Ce qui est nouveau, c'est que des familles entières, avec des enfants, partent aussi, pour tenter d'atteindre l'Italie, la France... Il y a un changement socio-démographique des personnes qui prennent les embarcations* ». Le nombre de femmes est en augmentation. Depuis début 2022, 828, elles n'étaient que 523 en 2021, et 307 en 2020. En parallèle, les autorités tunisiennes ont empêché 29 129 migrants de quitter les côtes tunisiennes en direction de l'Italie, depuis le début de l'année. Parmi les raisons qui poussent les Tunisiens à prendre tous les risques pour rejoindre l'Europe : une crise économique aigüe, qui empêche nombre d'entre eux d'y envisager un quelconque avenir. La Tunisie compte 4 millions de pauvres, sur une population de près de 12 millions d'habitants. « *L'Union européenne doit changer sa politique migratoire et stabiliser la situation avec le gouvernement tunisien, en injectant notamment des capitaux afin de créer des emplois, et donc diminuer ce flux migratoire* ».

Le 17 octobre 2022, Linda, **une petite Tunisienne de quatre ans**, avait débarqué seule sur l'île italienne de Lampedusa. Ses parents ainsi que sa grande sœur de 7 ans devaient effectuer le voyage avec elle. Mais un mouvement de panique a eu lieu au moment du départ et le bateau est parti sans les parents de Linda. Trois semaines après son arrivée en Italie, Linda n'a toujours pas retrouvé ses parents. Le temps presse car l'enfant a subi un fort choc émotionnel et n'a pas l'âge de comprendre ce qu'il s'est passé. Pour faire face à cette situation, elle est notamment entourée par les équipes de

Save the children. "Elle joue avec d'autres enfants et une équipe de soutien psychosocial l'aide à libérer ses peurs et sa pression". *"Linda va bien. Elle vit dans un centre d'accueil pour enfants à Palerme [...] Mais elle demande constamment où sont ses parents et quand est-ce qu'elle pourra les retrouver."* Trois semaines après son arrivée en Italie, Linda n'a toujours pas retrouvé ses parents. Le temps presse car l'enfant a subi un fort choc émotionnel et n'a pas l'âge de comprendre ce qu'il s'est passé. Pour faire face à cette situation, elle est notamment entourée par les équipes de Save the children. *"Elle joue avec d'autres enfants et une équipe de soutien psychosocial l'aide à libérer ses peurs et sa pression"*. Mais les démarches pour réunifier la famille sont complexes car les parents de Linda ont interdiction de quitter la Tunisie. L'enfant, qui a été placée sous l'autorité d'un tuteur en Italie, doit donc être rapatriée. Des négociations sont en cours avec les services consulaires tunisiens de Palerme pour organiser son retour en Tunisie. Mais un juge sicilien a bloqué le processus le 28 octobre 2022 : il réclame un rapport détaillant les raisons pour lesquelles Linda s'est retrouvée sans ses parents sur le bateau. Le père de Linda tenait sa fille dans ses bras pour embarquer dans le bateau pendant que son épouse se trouvait derrière lui avec leur fille aînée et des bagages. Craignant de se noyer en rejoignant le bateau, la mère de Linda aurait crié, et le père lui serait venu en aide. *"À un moment donné, le père de Linda a dû revenir en arrière pour aider le reste de la famille et a donc assis temporairement Linda sur le bateau"*. *"Pendant ce temps, le conducteur a vu les gros phares d'un camion et a pensé que c'était la police, alors il a démarré le moteur et est parti, laissant la famille de Linda derrière lui."* Son salaire de vendeur ambulant de sandwiches ne permettait plus au père de faire vivre la famille. Ils espéraient également obtenir des soins pour la sœur aînée de Linda, qui souffre de problèmes cardiaques.

Mardi 8 novembre 2022, Les autorités tunisiennes ont pu **porter secours** à des migrants dont l'embarcation avait chaviré au large de Bizerte. Sur les **16 passagers** à bord du bateau, 10 personnes ont été secourues. Au moins cinq personnes sont toujours portées disparues et un corps a été repêché. Les garde-côtes poursuivent leurs recherches pour retrouver les disparus.

Les **familles des migrants tunisiens portés disparus** dans le naufrage du 21 septembre 2022, au large de Zarzis, poursuivent leur quête de vérité sur ce drame. Faute de soutien suffisant de la part des autorités tunisiennes, ils ont **fouillé des tombes** dans un cimetière du sud-est de la Tunisie, lundi 7 novembre 2022, tentant de retrouver par leurs propres moyens les corps de leurs proches, ont rapporté des témoins. Depuis le drame survenu fin septembre, seul neuf corps ont été repêchés en mer, dont une jeune femme identifiée de manière formelle par les autorités comme étant membre du groupe. Pour trois autres d'entre eux, les familles sont parvenues à reconnaître un proche. Persuadés que leurs proches ont été enterrés par erreur dans le cimetière d'initiative privée ("Le Jardin d'Afrique") - d'ordinaire réservé aux migrants subsahariens - des parents de migrants disparus ont ouvert plusieurs tombes lundi et tenté d'identifier les corps inhumés. C'est dans ce même lieu de recueillement que les corps de quatre Tunisiens morts dans le drame avaient été inhumés par erreur le 22 septembre 2022, puis le 2 octobre 2022, avant d'être déterrés et transférés vers d'autres lieux de sépulture sous la pression des familles. Un évènement qui a provoqué la colère des familles de disparus, donnant lieu à plusieurs manifestations à Zarzis à la mi-octobre 2022 pour faire réagir les autorités. *"C'est une erreur des autorités que d'avoir enterré ces personnes sans prélèvement ADN préalable"*, avait alors commenté le président du Croissant rouge tunisien. Face aux pressions, les autorités avaient procédé à l'exhumation des quatre corps dont trois ont été reconnus par les familles. En outre, le président de la République a ordonné, le 17 octobre 2022, au ministère de la Justice d'ouvrir une enquête afin de déterminer les responsabilités dans ce naufrage.

Mercredi 9 novembre 2022, **deux corps de migrants ont été repêchés** par des plongeurs de la Défense civile au large de Bizerte, dans le nord, après le naufrage d'un bateau transportant 16 personnes. Peu après son départ, *"l'embarcation a connu une avarie moteur et a coulé"*. *"Les recherches sont toujours en cours pour retrouver quatre disparus"* près du Cap Angela, a indiqué le porte-parole de la Garde nationale.

Jeudi 10 novembre 2022, les autorités tunisiennes ont annoncé avoir déjoué en quelques heures 12 opérations de migration vers l'Italie, et **avoir secouru au total 405 migrants**. les unités

des gouvernorats de Sfax et de Mahdia ont procédé dans la nuit de mardi à mercredi au sauvetage de 402 personnes réparties dans 11 embarcations, qui avaient chavirées. Tous les rescapés sont originaires d'Afrique subsaharienne. La même nuit, la Garde nationale de Nabeul, située, elle, dans l'est du pays, a "réussi à déjouer une opération du même genre et à secourir trois Tunisiens après le naufrage de leur embarcation". Un rapport publié ce jeudi 10 novembre 2022, par la Banque mondiale, un des principaux bailleurs de fonds du pays, exhorte d'ailleurs les autorités à engager de "profondes réformes structurelles" et à "remettre la transition sur les rails [...] si la Tunisie veut préserver ses acquis démocratiques fragiles et les aspirations de son peuple".

AMERIQUE

CANADA

Le Canada veut accueillir 1,45 million d'immigrants d'ici à 2025 afin de soutenir sa reprise économique et compenser une courbe démographique inquiétante. Un million de postes vacants, un taux de natalité qui chute depuis des années : "Pour moi, c'est simple, dit le ministre de l'Immigration, le Canada a besoin de davantage de gens." faisant écho à un sondage selon lequel 70 % des interrogés sont plus que jamais favorables à l'immigration.

Le pays compte accueillir **465 000 nouveaux résidents permanents** en 2023, 485 000 en 2024 et 500 000 en 2025. 60 % des admissions se **feront sur des critères économiques** dans trois ans. Ottawa compte, en outre, accélérer la réunification des familles et s'assurer "qu'au moins 4,4 % des nouveaux résidents permanents hors Québec sont francophones". Le ministère a été vertement critiqué pour les longs délais dans le traitement des demandes. Le ministre "peut contourner le système actuel de sélection par points pour choisir des candidats immigrants possédant les compétences recherchées sur place". Selon un économiste, **le marché immobilier se stabilisera avec l'arrivée de nouveaux immigrants** au printemps prochain : "Pour les propriétaires, l'immigration est un atout, car elle permet de préserver la valeur de leur logement... C'est aussi un atout pour la croissance démographique. Les gens arrivent au Canada, où ils **dépensent de l'argent et paient des impôts.**"

<https://diasporaienligne.net/actualites-projet-le-canada-veut-accueillir-145-million-dimmigrants-dici-a-2025/>

VENEZUELA

Le flux de migrants quittant le Venezuela ne se tarit pas. Depuis 2016, plus de 4,6 millions de personnes ont fui le pays, pour la plupart vers d'autres pays d'Amérique latine comme le Pérou. Comment les communautés qui les accueillent peuvent-elles non seulement faire face à un tel afflux de population, mais aussi en tirer parti ? Combien de kilomètres seriez-vous prêt à parcourir pour échapper à la faim ? Pour les Vénézuéliens, aucune distance n'est trop grande pour se soustraire à l'effondrement économique et social de leur pays. Le HCR estime que, chaque jour, entre 4 000 et 5 000 personnes abandonnent le Venezuela. La plupart s'enfuient à pied, sans vraiment savoir où ils iront, mais avec l'espoir d'un avenir meilleur pour leur famille. Selon le HCR, plus de 4,6 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont fui le Venezuela en quête d'un avenir meilleur. Ils fuient une crise humanitaire et économique à l'origine d'une grave dégradation des conditions de vie et de sécurité dans le pays.

Cet exode change profondément le visage de l'Amérique latine et des Caraïbes. La situation est devenue tellement critique que 11 pays de la région ont durci les conditions d'entrée pour les migrants et les réfugiés vénézuéliens. La Colombie, le Pérou et l'Équateur sont les principaux pays de destination des émigrés vénézuéliens. 870 000 Vénézuéliens ont parcouru 4 500 kilomètres pour

trouver refuge **au Pérou** et d'autres devraient suivre. Si ces mesures n'ont pas endigué le flux de nouveaux arrivants, elles ont augmenté le nombre d'entre eux en situation illégale. Or [un nouveau rapport de la Banque mondiale](#) souligne que **la réponse à la crise passe par l'intégration des migrants et la capacité du pays d'accueil à exploiter le potentiel que recèle leur présence en termes de croissance économique**. Au Pérou, les Vénézuéliens font l'objet de préjugés qui engendrent des réactions xénophobes et freinent leur intégration : « Si nous fermons les frontières, ils ne pourront plus entrer », « *Tous les Vénézuéliens qui sont dans mon pays sont des délinquants* », « *Mon pays ne peut pas accueillir tous ces gens* », « *Les Vénézuéliens nous prennent notre travail* »... Le rapport de la Banque mondiale révèle que « *les perceptions négatives à l'encontre de la population vénézuélienne sont plus répandues au Pérou que dans d'autres pays d'accueil et il est probable qu'elles vont se renforcer* ». Cette étude est l'un des volets d'une série de rapports consacrés aux migrations vénézuéliennes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a aussi constaté que [la communauté vénézuélienne au Pérou](#) est majoritairement jeune — 42 % ont entre 18 et 29 ans — et que la plupart des migrants viennent de zones urbaines. Cette immigration est principalement constituée de familles, dont 117 000 enfants, et de personnes très qualifiées : 57 % des Vénézuéliens en âge de travailler vivant au Pérou ont fait des études supérieures et la moitié d'entre eux ont un diplôme universitaire.

Comment tirer parti de ce potentiel ? Si ces migrants étaient intégrés au marché de l'emploi formel péruvien, les estimations suggèrent que la productivité pourrait augmenter de 3,2 %. Et même lorsque les migrants vénézuéliens travaillent dans le secteur informel — la moitié d'entre eux sont employés dans les services — et perçoivent des salaires inférieurs à ceux des travailleurs locaux, ils peuvent générer des recettes fiscales d'environ 670 millions de dollars par an grâce à l'augmentation de la consommation et des impôts perçus, soit plus de 12 % du budget consacré par le Pérou au secteur de la santé en 2019. Les salaires des migrants sont de l'argent frais qu'ils peuvent dépenser pour acheter des biens et des services au Pérou, contribuant ainsi à la croissance économique du pays. Pour tirer parti des avantages des migrations, favoriser le brassage entre Péruviens et Vénézuéliens doit être une priorité des politiques publiques. Le rapport de la Banque mondiale encourage le Pérou à concevoir et à mettre en œuvre une réponse multisectorielle :

- adapter le cadre institutionnel et juridique pour faciliter l'intégration des migrants et réfugiés ;
- étendre l'offre de services pour tous dans les principales zones d'accueil ;
- renforcer l'assistance aux groupes de migrants les plus vulnérables ;
- lutter contre les préjugés qui engendrent discrimination et xénophobie.

Il est impossible de stopper l'exode actuel. L'Amérique latine n'a jamais connu un afflux d'immigrés d'une telle ampleur en si peu de temps, mais elle peut transformer cette crise en véritable chance.

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2019/11/26/migracion-venezolana-4500-kilometros-entre-el-abandono-y-la-oportunidad>

A VOIR – A LIRE - TEMOIGNAGE

CATHERINE
WIHTOL DE WENDEN

FIGURES DE L'AUTRE

PERCEPTIONS DU MIGRANT
EN FRANCE | 1870-2022



Catherine Winthol de Wenden *Figures de l'Autre – Réception du migrant en France*. CNRS éditions, 2022, 236 pages

<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/sciences-politiques-et-sociologie/figures-de-l-autre/>

L'Autre, c'est l'émigré, le migrant, le réfugié, le demandeur d'asile, ces personnes étranges, étrangères. L'Autre, souvent présenté ou vécu comme un ennemi, sert à construire le « nous », c'est-à-dire les identités collectives en opposition à l'Autre. La peur de l'étranger se trouve diverses justifications pour l'exclure. Les polonais étaient trop catholiques pour état laïc. Les italiens étaient vu comme des bandits calabrais. Les musulmans ont penser aux terroristes islamistes. L'ouvrage présente un tableau historique qui dégonfle le mythe d'une France religieusement homogène. Il permet de préparer une meilleure inclusion de ces personnes venues de l'étranger.

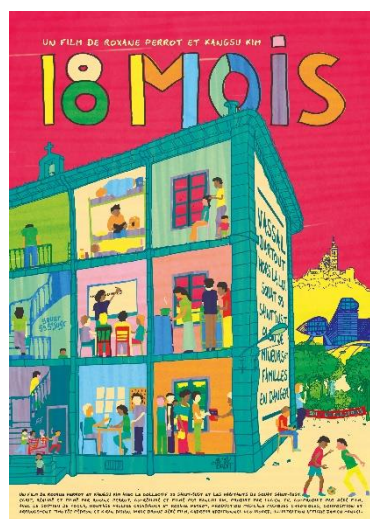
[https://clio-cr.clioanutes.org/figures-de-lautre-perceptions-du-migrant-en-](https://clio-cr.clioanutes.org/figures-de-lautre-perceptions-du-migrant-en-france-1870-2022.html)

[france-1870-2022.html](https://clio-cr.clioanutes.org/figures-de-lautre-perceptions-du-migrant-en-france-1870-2022.html)

<https://www.revue-etudes.com/article/figures-de-l-autre-catherine-withol-de-wenden-24608>

Un **documentaire** intitulé "**18 mois**", consacré aux solidaires. Le film est produit par Zéké Film et Lucien TV. . Il est possible de le visionner gratuitement sur le site : <https://vimeo.com/675825662>. Il a été projeté à Marseille le 11 octobre 2022, devant une salle comble.

"Je l'ai accentué sur eux, leur acharnement, leur volonté, certains étaient là 24h/24, ils avaient lâché leur travail. Par humanité." Le bâtiment est vide jusqu'en décembre 2018. Puis il devient le "**squat Saint-Just**".



Un lieu de vie pour mineurs exilés qui ne propose pas que des matelas pour se reposer. Une remarquable organisation est mise en place par les solidaires. *"Un lieu où tu as une infirmerie, des salles de réunion, des salles de cours, une salle pour la petite enfance, un pédopsychiatre, des psychologues, des éducateurs et éducatrices pour jeunes enfants... Attends, c'est un quatre étoiles !"* Les solidaires, doivent accueillir les dons de nourriture, couvertures, meubles, qui arrivent sans cesse. Ils supervisent la cuisine, organisent les cours, veillent sur la santé des uns, les démarches administratives des autres. Certains dorment sur place les premiers mois. 400 solidaires sont intervenus dans ce squat. Et puis le squat prend feu. Le 8 juin 2020, tout le monde est évacué, c'est la fin de l'histoire. Chaque solidaire garde le contact avec un hébergé. De cette incroyable aventure reste ce film.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/18-mois-un-film-sur-le-squat-saint-just-de-marseille-2645260.html>